



Penser à tout et surtout à vous

**Assurances professionnelles
Métiers de l'informatique
& Responsabilité Civile
Exploitation/Employeur**

Conditions générales n°TECH-RCE1115



Sommaire

Préambule	3
1^{re} Partie – Glossaire	4
2^e Partie – Description des garanties	7
Section I – Responsabilité civile professionnelle	7
I. Réclamations à votre encontre	7
II. Option « remboursement de prestation »	8
III. Garanties additionnelles « dommages subis »	8
Section II – Responsabilité civile Exploitation/Employeur	9
I. Dommages causés aux tiers (Responsabilité Civile Exploitation)	9
II. Dommages causés à vos préposés (Responsabilité Civile Employeur)	11
III. Frais de défense au titre de poursuites pénales	12
3^e Partie – Exclusions de garantie	13
Section I – Exclusions générales	13
Section II – Exclusions spécifiques à la responsabilité civile professionnelle « Métiers de l'informatique »	17
Section III – Exclusions spécifiques à la responsabilité civile Exploitation/Employeur	18
4^e Partie – Indemnisation et gestion de la police	21
Section I – Guide d'indemnisation	21
I. Ce que nous indemnisons	21
II. Les modalités d'indemnisation	22
III. Vos déclarations	23
IV. Gestion des sinistres	24
Section II – Administration de la police	25
I. Les informations que vous nous communiquez	25
II. Dispositions générales afférentes à la police	27

Préambule

Bienvenue chez Hiscox !

Conformément à la réglementation en vigueur, **nous** accompagnons les documents constituant la **police** de la notice d'information requise, décrivant le fonctionnement dans le temps des garanties déclenchées par le **fait dommageable**, le fonctionnement dans le temps des garanties déclenchées par la **réclamation**, ainsi que les conséquences de la succession de contrats ayant des modes de déclenchement différents.

Au titre des garanties responsabilité civile de la présente **police**, la couverture est déclenchée exclusivement par la **réclamation**.

Au titre des garanties additionnelles « dommages subis », afférentes aux **dommages** que **vous** subissez, la couverture est déclenchée exclusivement par le **fait dommageable**.

Nous vous invitons à lire avec attention l'ensemble de ces documents qui fixe très précisément l'étendue et les conditions de **votre** couverture d'assurance.

Vous et nous sommes les seules parties à la **police**. Sauf dispositions légales impératives contraires, aucun terme de cette **police** ne saurait être interprété comme bénéficiant, de quelle que manière que ce soit, à un tiers. La **police** est soumise aux dispositions légales impératives du Code des assurances.

Au sein de la présente **police**, certains mots et expressions écrits en caractères gras ont une signification précise, visée au sein de la 1^{re} Partie « Glossaire ».

Nous avons apporté un soin particulier à rédiger cette **police** dans un langage simple pour en faciliter la lecture et la compréhension. En cas de besoin, **votre** assureur-conseil pourra **vous** donner toutes les explications nécessaires pour que **vous** soyez parfaitement informé.

Les documents constituant la **police** comprennent :

- les Conditions Particulières et tout éventuel avenant ;
- les présentes Conditions Générales ;
- les questionnaires et formulaires de souscription et leurs annexes, ainsi que toutes déclarations faites par **vous**.

S'il existe une contradiction ou une ambiguïté entre les Conditions Générales et les Conditions Particulières, les informations contenues dans **vos** Conditions Particulières prévalent.

AFIN QUE VOTRE POLICE PRENNE EFFET, VOUS DEVEZ RETOURNER A VOTRE ASSUREUR-CONSEIL UN EXEMPLAIRE DE VOS CONDITIONS PARTICULIERES PARAPHE ET SIGNE, ET PAYER LA PRIME D'ASSURANCE.

1^{re} Partie – Glossaire

Certains mots en caractères gras sont utilisés au sein de la **police**. Sauf disposition contraire, ces mots, qu'ils soient au singulier ou au pluriel, ont la même signification que celle définie ci-après et ce, indépendamment de l'endroit où ils sont utilisés.

Activités professionnelles	Les activités, telles que définies au sein de vos Conditions Particulières , exercées à titre professionnel par vos soins .
Assuré/vous/votre/vos	La ou les personne(s) morale(s) désignée(s) aux Conditions Particulières comme le preneur d'assurance ainsi que, le cas échéant, les filiales de celui-ci, les assurés additionnels mentionnés aux Conditions Particulières et les entités acquises et/ou entités constituées .
	Au titre des garanties Responsabilités civiles Exploitation/Employeur, cette définition est étendue au comité d'entreprise des entités susmentionnées du fait de l'exercice des attributions qui lui sont également imparties.
Assureur/nous/notre/nos	L'entité Hiscox mentionnée au sein des Conditions Particulières, qui assure la présente police .
Client	Toute personne physique ou morale avec laquelle vous avez conclu un contrat entrant dans le cadre de vos activités professionnelles .
Contrat	Accord écrit portant sur la fourniture par vos soins , dans le cadre de vos activités professionnelles , de livrables ou de services .
Dommage	Dommage corporel, dommage matériel et/ou dommage immatériel. <ul style="list-style-type: none"> • Dommage corporel – désigne une atteinte à l'intégrité physique, psychique ou morale subie par une personne physique. • Dommage matériel – désigne la destruction, la détérioration ou la disparition d'une chose ou substance, ainsi que toute atteinte physique à des animaux. • Dommage immatériel – désigne le préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice. Le dommage immatériel est consécutif s'il résulte d'un dommage corporel ou d'un dommage matériel garanti. Le dommage immatériel est non-consécutif s'il ne résulte pas d'un dommage corporel ou d'un dommage matériel garanti, ou s'il survient en l'absence de dommage corporel ou de dommage matériel.
Entité acquise ou constituée	<ul style="list-style-type: none"> • Toute personne morale que le preneur d'assurance ou un assuré additionnel tel que désigné aux Conditions Particulières acquiert ou constitue, directement ou indirectement, au cours de la période d'assurance, dès lors que cette personne morale exerce les mêmes activités professionnelles que le preneur d'assurance et réalise un chiffre d'affaires annuel inférieur à 20 % du chiffre d'affaires annuel de celui-ci, si celle-ci est domiciliée au sein de l'Espace économique européen, et sous réserve que ladite personne morale n'ait connaissance d'aucune réclamation introduite à son encontre à la date à laquelle elle a été acquise ; ou • Toute personne morale que le preneur d'assurance ou un assuré additionnel, tels que désignés aux Conditions Particulières, acquiert ou constitue au cours de la période d'Assurance, ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur de plus de 20 % au chiffre d'affaires annuel du preneur d'assurance et/ou qui est domiciliée hors de l'Espace économique européen, sous réserve que le preneur d'assurance ou l'assuré additionnel nous ait informé par écrit de l'acquisition ou de la constitution de cette personne morale dans les 30 jours suivant la date à laquelle elle a été réalisée, et que nous ayons accepté d'inclure ladite personne morale dans la présente police, le cas échéant à de nouvelles conditions.

Pour les besoins de la présente définition, « acquérir » et « constituer » s'entendent comme « contrôler » au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Fait dommageable

- Au titre des garanties responsabilité civile professionnelle et responsabilité civile exploitation : fait, acte ou événement constituant la cause génératrice d'un **sinistre** ou susceptible de faire l'objet d'une **réclamation**.
- Au titre des garanties additionnelles « dommages subis » : fait, acte ou événement à l'origine d'un **dommage**.
- Un ensemble de **faits dommageables** ayant la même cause technique est assimilée à un **fait dommageable** unique.

Filiale

Toute personne morale dont le preneur d'assurance, ou un assuré additionnel tel que désigné aux Conditions Particulières, détient le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce au jour de la date d'entrée en vigueur de la présente **police**, dès lors que cette personne morale exerce les mêmes **activités professionnelles** que le preneur d'assurance.

**LES FILIALES SITUÉES HORS DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN DOIVENT
NOUS AVOIR ETE EXPRESSEMENT DECLAREES LORS DE LA SOUSCRIPTION DE LA
POLICE.**

Frais additionnels et correctifs

Frais que **vous** pouvez être amené à engager en conséquence d'une **réclamation** introduite à **votre** encontre ou de la survenance d'un **fait dommageable** susceptible d'entraîner un **sinistre** garanti, que **nous** prendrons à **notre** charge dès lors :

- qu'ils ont été engagés par **vous** aux fins exclusives d'éviter ou d'atténuer l'importance des conséquences, en particulier pécuniaires, de ce **fait dommageable** ou de cette **réclamation**, au titre d'un **dommage** s'inscrivant dans la 2^e Partie « Description des garanties » des présentes Conditions Générales ; et
- qu'ils ont reçu **notre** accord écrit préalable.

Frais de défense

Frais et honoraires de toute nature exposés par l'**assuré** pour les besoins de sa défense, dans le cadre du règlement amiable, arbitral ou judiciaire d'un **sinistre** ou d'un **fait dommageable** susceptible de constituer un **sinistre**, en particulier les frais et honoraires des experts et avocats, à l'exclusion des coûts occasionnés en interne pour l'**assuré** (notamment frais généraux et de salaires).

Franchise

La part du **dommage**, et/ou des frais hors **frais de défense**, restant à la charge de l'**assuré**, et au-delà de laquelle s'exerce la garantie de l'**assureur**.

Livrable

Bien meuble corporel ou incorporel que **vous** fournissez à un **client** dans le cadre de l'exécution d'un **contrat**, notamment toute présentation, étude, rapport, synthèse ou tout autre document, quel qu'en soit le support, ainsi que tout matériel et logiciel.

Période d'assurance

Période de validité de la **police**, comprise entre :

- la date d'effet visée aux Conditions Particulières et la première date de renouvellement visée aux Conditions Particulières ou ;
- deux échéances annuelles consécutives ou ;
- la dernière échéance annuelle de renouvellement et la date de résiliation ou d'expiration de la **police**.

Période subséquente

Période de garantie additionnelle de cinq ans débutant à compter de la date de résiliation, d'expiration de la présente **police**, ou faisant suite à la suppression d'une ou plusieurs garantie(s).

Plafond Responsabilité civile professionnelle

Montant d'indemnisation maximum au titre des garanties Responsabilité civile professionnelle, tel que mentionné au sein du tableau des garanties de **vos** Conditions Particulières.

Plafond Responsabilité civile exploitation/employeur

Montant d'indemnisation maximum au titre des garanties Responsabilité civile exploitation/employeur, tel que mentionné au sein du tableau des garanties de **vos** Conditions Particulières.

Sous-plafond

Montant d'indemnisation maximum au titre d'une garantie spécifique, tel que précisé au sein de **vos** Conditions Particulières, se substituant au **plafond Responsabilité civile professionnelle** ou au **Plafond Responsabilité civile exploitation/ employeur** dès lors qu'applicable à un **sinistre**.

Police

Contrat « Assurances professionnelles » conclu entre l'**assureur** et le preneur d'assurance désigné aux Conditions Particulières, et constitué :

- des présentes Conditions Générales ;
- des Conditions Particulières et leurs avenants ;
- des questionnaires et formulaires de souscription et leurs annexes, ainsi que de toutes déclarations faites par **vous**.

Pollution

Tout **dommage** causé par l'émission, la dispersion ou le rejet de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol, les eaux, ainsi que les production d'odeurs, bruits, vibrations, ondes, radiations, rayonnements ou variations de températures, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

Préposé

Vos salariés, apprentis, stagiaires, et plus généralement toute personne physique placée sous **votre** autorité, que ce soit à titre temporaire ou permanent,

A L'EXCLUSION :

- DE **VOS** SOUS-TRAITANTS, COTRAITANTS, FOURNISSEURS ET, PLUS GENERALEMENT, **VOS** PRESTATAIRES ;
- DES PERSONNES DONT L'ACTIVITE EST EXERCEE EN VIOLATION DES DISPOSITIONS LEGALES OU REGLEMENTAIRES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULÉ.

Réclamation

Toute mise en cause écrite de **votre** responsabilité au titre d'un **Sinistre**.

Service

Prestation de services que **vous** fournissez à un **client** dans le cadre de l'exécution d'un **contrat**.

Sinistre(s)

- Au titre des garanties responsabilité civile professionnelle et responsabilité civile exploitation/employeur : **dommage** ou ensemble de **dommages** causés à un ou plusieurs **tiers/préposé(s)**, engageant la responsabilité de l'**assuré**, résultant d'un **fait dommageable** et ayant fait l'objet d'une ou plusieurs **réclamations(s)**.
- Au titre des garanties additionnelles « dommages subis » : tout **fait dommageable** survenu pendant la **période d'assurance** et susceptible d'entraîner notre garantie.

Tiers

Toute personne physique ou morale, à l'exclusion de l'**assuré** et de ses **préposés**.

En cas de **réclamation** entre **assurés** au titre de la présente **police**, ceux-ci sont considérés comme **tiers** entre eux en ce qui concerne les **dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs**.

2^e Partie – Description des garanties

Au titre et aux conditions de la présente **police**, nous vous garantissons des risques et conséquences pécuniaires relevant selon le cas, de votre responsabilité civile ou de **dommages** que vous subissez.

Section I - Responsabilité Civile Professionnelle Métiers de l'informatique

I. Réclamations à votre encontre	Sous réserve des exclusions visées au sein de la police , nous garantissons, franchise déduite et dans la limite du plafond Responsabilité civile professionnelle ou de chaque sous-plafond applicable, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que vous pouvez encourir dans le cadre de l'exécution, par vous ou par vos préposés, de vos activités professionnelles , ou dans le cadre de la promotion de celles-ci, lorsque cette exécution ou cette promotion donne lieu à une réclamation d'un client ou d'un tiers à votre encontre au titre de dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non-consécutifs .
Sont notamment couverts les risques suivants :	
A. Manquements contractuels	Les risques inhérents ou dommages résultant du défaut de fonctionnement ou de performance des livrables et services fournis et plus largement de l'inexécution totale ou partielle de vos obligations au titre d'un contrat .
B. Fautes professionnelles / Négligences	Les risques inhérents ou dommages résultant d'une erreur, omission ou négligence commise par vous ou par vos préposés dans le cadre de l'exécution d'un contrat , y inclus notamment la transmission, en raison d'une négligence, d'un virus informatique de quelque nature que ce soit.
C. Fautes intentionnelles /dolosives des préposés	Les risques inhérents ou dommages résultant des faits ou actes commis par vos préposés avec une intention dolosive, malveillante ou malhonnête.
D. Divulgation d'informations confidentielles	Les risques inhérents ou dommages résultant de la divulgation d'informations confidentielles commises par vous ou vos préposés.
E. Atteintes à la vie privée	Les risques inhérents ou dommages résultant de toute atteinte à la vie privée, y compris au nom, à l'image, à la voix, à l'intimité, à la correspondance ou au droit à l'oubli.
F. Atteintes aux droits de propriété intellectuelle	Les risques inhérents ou dommages résultant d'atteintes à des droits de propriété intellectuelle de tiers dans le cadre de vos activités professionnelles , à savoir la contrefaçon de droits d'auteur (droit moral et droit patrimonial), de marques (y compris le cyber-squatting), de dessins et modèles, ainsi que les atteintes au droit sui generis des producteurs de bases de données.
G. Concurrence déloyale	Les risques inhérents ou dommages résultant de pratiques commerciales visant à créer la confusion dans l'esprit du public au regard de produits et/ou services (notamment usurpation de dénomination sociale, nom commercial, enseigne, nom de domaine, charte graphique, etc.), que les griefs formulés dans la réclamation relèvent d'actes de concurrence déloyale ou d'agissements parasitaires.
H. Diffamation	Les risques inhérents ou dommages résultant d'allégations ou d'imputations de faits portant atteinte à l'honneur ou la réputation d'un tiers.
I. Dénigrement	Les risques inhérents ou dommages résultant d'actes ou de faits consistant à jeter le discrédit sur les produits et/ou services de tiers.
J. Fourniture de produits défectueux	Les risques inhérents ou dommages résultant de la fourniture de produits défectueux, c'est-à-dire n'offrant pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre au sens des dispositions légales en vigueur.

K. Biens et documents confiés

Les risques inhérents ou **dommages** résultant de la perte ou de la destruction totale ou partielle de biens et/ou de documents qui **vous** ont été confiés par un **client**, en ce inclus la perte ou la destruction de données électroniques, sous réserve de l'existence de procédures effectives de sauvegarde, mises en place par **vos** soins, selon une fréquence de 24 heures ou inférieure dès lors que nécessaire en considération des risques encourus.

L. Jugement déclaratoire (« Declaratory relief »)

Sous réserve d'applicabilité dans les zones géographiques où **vous** exercez **vos activités professionnelles**, **nous** prenons en charge les honoraires d'avocat engagés par **vos** soins, **franchise** déduite, aux fins de la poursuite de **votre** propre action visant à obtenir une décision déclaratoire, si :

- (i) un **tiers vous** a notifié par écrit que **vous** portiez atteinte à des droits d'auteur ou à une/des marque(s) déposée(s) et ;
- (ii) le **tiers** a revendiqué ladite **réclamation** écrite, et **vous** avez ensuite engagé une action en vue d'obtenir une décision déclaratoire directement en réponse à cette **réclamation**, puis le **tiers** a introduit une demande reconventionnelle à **votre** encontre en invoquant l'atteinte aux droits d'auteur ou à la/les marque(s) déposée(s), et ;
- (iii) la demande reconventionnelle à **votre** encontre est garantie au titre de la présente **police** et est pendante alors que **vous** poursuivez **votre** action en vue d'obtenir une décision déclaratoire.

II. Option « remboursement de prestation »

Sous réserve des exclusions visées au sein de la **police**, **nous** prendrons en charge, **franchise** déduite et dans la limite du **sous-plafond** applicable, tout montant correspondant au remboursement par **vos** soins, à **votre client**, des sommes perçues par **vous** au titre de l'exécution de **services** et/ou la fourniture de **livrables** si ce remboursement est (i) visé au sein d'une décision judiciaire ou arbitrale exécutoire ou d'une transaction préalablement et expressément agréée par **nous** et (ii) consécutif à une **réclamation** couverte au titre de la 2^e Partie, Section I.I « Réclamations à votre encontre ».

La présente garantie est optionnelle. Elle est soumise au paiement d'une prime additionnelle et fait l'objet d'un **sous-plafond** de garantie spécifique. La souscription par **vos** soins de cette garantie optionnelle et le sous-plafond applicable sont mentionnés au sein de **vos** Conditions Particulières.

Une **franchise** spécifique correspondant à 10% du **sous-plafond** visé aux Conditions Particulières s'appliquera à la présente garantie, sans toutefois que cette **franchise** spécifique ne puisse être inférieure à la **franchise** générale visée à **vos** Conditions Particulières.

III. Garanties additionnelles « dommages subis »

A. Frais engagés par l'assuré

Sous réserve des exclusions visées au sein de la **police**, les frais visées ci-après sont remboursés, **franchise** déduite :

- sous réserve que les frais concernés aient fait l'objet de **notre** accord préalable écrit ;
- sur présentation des justificatifs des frais engagés ;
- dans la limite de chaque **sous-plafond** applicable tel qu'indiqué au sein de **vos** Conditions particulières, et en tout état de cause dans la limite du **plafond Responsabilité civile professionnelle**.

Perte de **vos** documents

Si au cours de la **période d'assurance**, les documents nécessaires à l'exécution de **vos activités professionnelles** sont perdus, endommagés ou détruits, alors que **vous** en aviez la garde et le contrôle, **nous** prenons en charge les coûts de restauration ou de remplacement desdits documents, à l'exclusion de **vos** coûts internes tels que les salaires.

Lorsque les documents perdus ou détruits étaient conservés sur support électronique, la garantie s'entend sous réserve de l'existence de procédures effectives de sauvegarde, mises en place par **vos** soins, selon une fréquence de 24 heures ou inférieure dès lors que

Piratage de **votre** site internet

Si au cours de la **période d'assurance**, le site internet que vous utilisez dans le cadre de **vos activités professionnelles**, ou pour la promotion de celles-ci, fait l'objet d'une manipulation informatique malveillante ou d'un acte de piratage commis par un **tiers** ou par un de **vos préposés**, **nous** prenons en charge les coûts de restauration de **votre** site internet, à l'exclusion de **vos** coûts internes tels que les salaires.

Atteinte à **votre** réputation

Si au cours de la **période d'assurance**, une **réclamation** couverte au titre de la 2^e Partie, Section I.I « Réclamations à votre encontre », points D, E, F, G ou H, est introduite à **votre** encontre, et que **vous** justifiez que celle-ci vous cause un préjudice d'image et de réputation, **nous** prenons en charge les frais de consultant en communication aux fins de restauration de **votre** réputation, engagés par **vos** soins et préalablement agréés par **nous**.

Violation de données personnelles

Si au cours de la **période d'assurance**, la sécurité ou la confidentialité des données personnelles que **vous** détenez et dont **vous** êtes responsable du traitement est compromise, **nous** prenons en charge, lorsque cette violation de données personnelles déclenche une obligation légale ou réglementaire pour **vous** de procéder à sa notification aux personnes physiques concernées et aux autorités nationales compétentes, les frais engagés par **vos** soins pour procéder à cette notification.

Pour les besoins de la présente garantie, les données personnelles sont entendues au sens de la loi n°78-17 Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 telle que modifiée (ou de son équivalent à l'étranger).

Remplacement d'un homme clé

En cas de baisse de **votre** chiffre d'affaires et/ou de **vos activités professionnelles**, survenue au cours de la **période d'assurance** et consécutive à (1) l'incapacité totale et permanente de travail, (2) l'incapacité temporaire de travail de plus de trois mois, (3) la perte totale et irréversible d'autonomie, ou (4) au décès d'un « homme clé », **nous** prenons en charge les frais de recrutement et de consultant en communication que **vous** serez, le cas échéant, amené à engager, avec **notre** accord préalable écrit, aux fins exclusives de maintenir le bon fonctionnement de **votre** entreprise.

On entend par « homme clé » le Président, le Directeur général, le Gérant, le Directeur Administratif et/ou Financier, un Responsable de Projet ou un Chef de projet de l'**assuré**.

NE SONT PAS CONSIDÉRÉS COMME DES FRAIS ET DEMEURENT DONC EXCLUS DE LA PRÉSENTE **POLICE** LES SALAIRES ET AUTRES ELEMENTS DE RÉMUNÉRATION DE L'HOMME CLÉ.

B. Coûts de projet

Si au cours de la **période d'assurance**, une **réclamation** couverte au titre de la 2^e Partie, Section I.I « Réclamations à votre encontre », points A et B, est introduite à **votre** encontre, **nous** prenons en charge, dans la limite du **sous-plafond** applicable et déduction faite de la **franchise**, (1) les investissements engagés par **vous** et (2) les salaires réglés par **vous** à **vos préposés**, dans le cadre du **contrat** qui **vous** lie à **votre client**, et qui demeurerait à **votre** charge suite à la décision prise par **votre client** de ne pas poursuivre ledit **contrat**.

Cette prise en charge interviendra sous forme de remboursement du montant des investissements et salaires payés par **vos** soins, sur la base des justificatifs y afférents, déduction faite de **votre** marge ainsi que des éventuel(le)s taxes, droits, retenues et intérêts grevant ledit montant.

Une **franchise** spécifique correspondant à 10 % du **sous-plafond** indiqué au sein de **vos** Conditions Particulières s'appliquera à la présente garantie, sans toutefois que cette **franchise** spécifique ne puisse être inférieure à la **franchise** générale visée à **vos** Conditions Particulières.

Section II -
Responsabilité Civile
Exploitation / Employeur

I. **Dommages causés aux tiers**
(Responsabilité Civile)

Exploitation)

A. Dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs Nous indemnisons les **dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs** causés aux **tiers** du fait de **votre** exploitation en lien avec **vos activités professionnelles**, notamment :

Véhicules terrestres à moteur 1. par des véhicules terrestres à moteur dont **vous** n'avez ni la propriété, ni la garde, ni l'usage et que **vos préposés** déplacent ou utilisent :

- pour les besoins du service comme outils professionnels ;
- sur le trajet de leur résidence au lieu de travail ou inversement, tel que ce trajet est défini par l'article L411-2 du Code de la Sécurité Sociale ou par toute législation étrangère équivalente ;
- pour lever un obstacle à l'exercice de **vos activités professionnelles** et ce, sur la seule distance indispensable à cette action.

La garantie s'exerce à défaut ou en complément de celle dont bénéficie par ailleurs l'auteur du **sinistre**. Si les véhiculées visés à l'alinéa précédent font l'objet d'une assurance couvrant la responsabilité civile de leur propriétaire ou de leur gardien, ou celle éventuelle des employeurs de ces derniers, la présente garantie n'intervient qu'en second rang après celle donnée par le premier assureur.

Cette garantie s'entend par dérogation à l'exclusion 22 « Assurance automobile obligatoire » visée au sein de la 3^e partie de la présente **police**.

Engins de manutention 2. par les engins de manutention que **vous** détenez, gardez ou utilisez pour les besoins de **vos activités professionnelles**, mais pour autant que l'engin se trouve à poste fixe pour effectuer des travaux ou que son moteur soit utilisé comme source d'énergie pour effectuer des travaux à poste fixe.

Biens confiés 3. aux biens **vous** étant confiés par des **tiers** aux fins d'exercice de votre **activité professionnelle** et en dehors de l'exécution d'un **contrat**.

Risques locatifs temporaires 4. résultant d'un incendie et/ou d'un dysfonctionnement électrique et/ou d'une fuite d'eau ou de liquide et/ou d'une explosion prenant naissance dans les lieux, installations fixes ou dépendances dont **vous** êtes locataire ou occupant pour une durée maximum de 30 jours consécutifs.

Télétravail 5. résultant du travail à domicile à titre temporaire ou permanent de vos **préposés** dans le cadre d'accords de télétravail, sous réserve que lesdits **préposés** déclarent à leur assureur « multirisque habitation » l'exercice de l'activité professionnelle à domicile.

Réalisation de travaux 6. résultant de travaux d'aménagement, d'entretien ou de rénovation que **vous** faites effectuer pour **votre** propre compte sur des bâtiments que **vous** occupez à titre permanent pour l'exercice de **votre activité professionnelle**.

La garantie est limitée aux travaux n'excédant pas 150.000€ hors taxes et accordée sous réserve :

- que **vous** n'ayez pas renoncé à recours contre les entrepreneurs en construction ; et
- que **vous** ayez obtenu desdits entrepreneurs une attestation d'assurance de responsabilité civile garantissant l'exercice de leur activité professionnelle et relative à un contrat d'assurance en vigueur au jour du sinistre.

Vol par **préposés** 7. en **votre** qualité de commettant et résultant de vols et autres délits d'appropriation frauduleuse :

- commis par vos **préposés** dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions ; ou
- du fait d'une négligence commise par **vos préposés**, à l'occasion d'un déplacement professionnel chez des **tiers**, ayant contribué à faciliter l'accès aux auteurs ou complices du vol au lieu où se trouvaient les biens dérobés.

Véhicules de tiers

8. aux véhicules stationnés dans les parkings dont **vous** êtes propriétaire, locataire, emprunteur ou gardien, sous réserve que les **tiers** victimes n'assument aucune responsabilité dans la survenance du **sinistre**.

Pollution accidentelle

9. résultant d'une **pollution** accidentelle, et exclusivement au titre de l'utilisation ou du fonctionnement du matériel ou des installations dont l'**assuré** a la garde.

Par accident, on entend tout événement soudain, imprévu et extérieur à la victime ou à la chose endommagée, tel que la rupture d'une pièce, d'une machine ou d'une installation, le dérèglement imprévisible d'un mécanisme, une fausse manœuvre, ainsi qu'un incendie, une explosion, un dégât des eaux.

Objets personnels de tiers

10. aux vêtements et objets personnels que les **tiers** visiteurs, pendant le temps de leur présence, déposent dans **vos** locaux ou laissent dans leur véhicule en stationnement durant la même période sur **vos** emplacements privatifs, sous réserve que lesdits emplacements privatifs fassent l'objet d'une vidéosurveillance ou d'un gardiennage permanents.

Evénements professionnels externes

11. résultant de :
- **votre** participation à des foires, expositions, congrès, séminaires ou réunions en tant qu'exposant ou participant non organisateur ;
 - l'organisation pour **vos** propres besoins internes, de réceptions ou de réunions.

Intoxication alimentaire

12. par les boissons ou produits alimentaires que **vous** mettez à disposition pour **vos** propres besoins internes (restaurant d'entreprise, distributeur automatique, réception organisée par **vos** soins pour **votre** propre compte).

Cette garantie s'entend par dérogation à l'exclusion n° 61 « Contamination » visée au sein de la 3^e partie de la présente **police**..

Service médical

13. dont la responsabilité peut **vous** incomber du fait du fonctionnement ou de l'organisation défectueuse de **votre** service médical.

B. Dommages immatériels non consécutifs

Nous indemnisons les **dommages immatériels non-consécutifs** causés aux **tiers** dans la mesure où ils font suite à des chutes, renversements, bris, ruptures, destructions soudains d'un bien mobilier ou immobilier, à des incendies, ou des explosions.

II. Dommages causés à vos préposés (Responsabilité Civile Employeur)**A. Nous** garantissons :

1. lorsqu'un accident du travail ou une maladie professionnelle atteignant un de **vos préposés** résulte de **votre** faute inexcusable (Articles L 452-1 à L 452-4 du Code de la Sécurité Sociale) ou de celle d'une personne que **vous** vous êtes substituée dans la direction de **votre** entreprise :

- le remboursement des sommes dont **vous** êtes redevable à l'égard de la Sécurité Sociale au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L 452-2 du Code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre selon les dispositions de l'article L 452-3 du Code de la Sécurité Sociale ;

Cette garantie s'entend par dérogation à l'exclusion de garantie n°4 « Impôts et taxes » visée au sein de la 3^e partie de la présente **police**.

- les indemnités supplémentaires que **vous** seriez condamné à verser à votre **préposé**, selon les règles de droit commun, au titre des préjudices non couverts par le Livre IV du Code de la Sécurité Sociale, à l'exception des cotisations supplémentaires prévues à l'Article L 242-7 du Code de la Sécurité Sociale.

2. le remboursement des sommes dont **vous** êtes redevable, conformément aux dispositions du Code de la Sécurité Sociale, en raison d'accident du travail ou de maladie professionnelle causés par la faute intentionnelle (Article L 452-5 du Code de la Sécurité Sociale) d'un de vos **préposés** à l'égard d'un autre **préposé**.
3. les conséquences pécuniaires de **votre** responsabilité lorsque celle-ci est engagée selon les règles du droit commun, par un de **vos préposés** ou un de **vos** candidats à l'embauche, si les dommages corporels, les maladies ou affections contractées par le fait ou à l'occasion du travail effectué par ce personnel ne sont pas réparables en vertu de la législation sur les accidents du travail, pour autant que ledit personnel soit affilié à un régime français de protection sociale.

B. Dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs causés à vos préposés :

Nous indemnisons :

1. du fait des véhicules stationnés dans les parkings dont **vous** êtes propriétaire, locataire, emprunteur ou gardien, sous réserve que lesdits **préposés** n'assument aucune responsabilité dans la survenance du **sinistre**.
2. résultant d'une **pollution** accidentelle et exclusivement au titre de l'utilisation ou du fonctionnement du matériel ou des installations dont **l'assuré** a la garde.

Par accident, on entend tout événement soudain, imprévu et extérieur à la victime ou à la chose endommagée, tel que la rupture d'une pièce, d'une machine ou d'une installation, le dérèglement imprévisible d'un mécanisme, une fausse manœuvre, ainsi qu'un incendie, une explosion, un dégât des eaux.

3. au titre des vêtements et objets personnels que **vos préposés**, pendant le temps de leur présence, déposent dans **vos** locaux ou laissent dans leur véhicule en stationnement durant la même période sur **vos** emplacements privatifs, sous réserve que lesdits emplacements privatifs fassent l'objet d'une vidéosurveillance ou d'un gardiennage permanents.
4. résultant de :
 - **votre** participation à des foires, expositions, congrès, séminaires ou réunions en tant qu'exposant ou participant non organisateur ;
 - l'organisation pour **vos** besoins internes propres, de réceptions ou de réunions.
5. par les boissons ou produits alimentaires que **vous** mettez à disposition pour **vos** propres besoins internes (restaurant d'entreprise, distributeur automatique, réception organisée par **vos** soins pour **votre** propre compte).

Cette garantie s'entend par dérogation à l'exclusion n°61 « Contamination » visée au sein de la 3^e partie de la présente **police**.

6. dont la responsabilité peut **vous** incomber du fait du fonctionnement ou de l'organisation défectueuse de **votre** service médical.

III. Frais de défense au titre de poursuites pénales

Nous remboursons les **frais de défense** dans le cadre d'une procédure pénale intentée au cours de la **période d'assurance**, à **votre** encontre, ou à l'encontre de l'un de **vos préposés** pour des faits commis dans l'exercice de ses fonctions, et fondée sur une prétendue violation d'une loi ou d'un règlement consécutif à un **dommage** s'inscrivant dans la présente Section 2 « Responsabilité Civile Exploitation / Employeur ».

Ces **frais de défense** sont remboursés :

- sous réserve qu'ils aient fait l'objet de **notre** accord préalable écrit ;
- sur présentation des justificatifs des frais engagés ;
- dans la limite du **plafond Responsabilité civile Exploitation/Employeur**.

3^e Partie – Exclusions de garantie

OUTRE LES EXCLUSIONS VISEES DANS **VOS** CONDITIONS PARTICULIERES, LA **POLICE** NE COUVRE PAS LES RISQUES ET **DOMMAGES** VISEES CI- APRES.

Section I – Exclusions générales

1. Défaut d'aléa
LES DOMMAGES NE PRESENTANT PAS UN CARACTERE ALEATOIRE OU FORTUIT.
2. Faute intentionnelle / dolosive de l'**assuré**
LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE FAITS OU D'ACTES COMMIS AVEC UNE INTENTION DOLOSAVE, MALVEILLANTE, MALHONNETE OU EN MECONNAISSANCE DELIBEREE DES DROITS D'AUTRUI, DES REGLES DE L'ART ET/OU DES USAGES DE LA PROFESSION, DES DISPOSITIONS LEGALES, REGLEMENTAIRES ET/OU ADMINISTRATIVES EN VIGUEUR, QUE CES FAITS OU ACTES AIENT ETE COMMIS PAR VOUS OU PAR VOS PREPOSÉS ET DANS CE DERNIER CAS, DES LORS QU'ils L'ONT ETE SUR INSTRUCTIONS DE VOTRE PART OU QU'ils ONT ETE TOLERES PAR VOUS.
L'exclusion ne s'applique pas à la faute intentionnelle de vos préposés dès lors que ces derniers ont agi sans instruction, tolérance ou connaissance de votre part.
3. Ordre de l'autorité de puissance publique
LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE L'EXECUTION D'UN ORDRE DE L'AUTORITE DE PUISSANCE PUBLIQUE, TEL QUE DES ACTES DE NATIONALISATION, DE CONFISCATION, DE REQUISITION, D'EXPROPRIATION, D'APPROPRIATION, DE SAISIE OU DE DESTRUCTION DE BIENS, AINSI QUE CEUX RESULTANT D'UNE INVESTIGATION D'UNE TELLE AUTORITE.
4. Impôts et taxes
TOUT IMPOT, TAXE, COTISATIONS SOCIALES OU EQUIVALENT, MIS A VOTRE CHARGE.
5. Pertes et coûts de gestion subis par l'**assuré**
LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES CORRESPONDANT A VOS PROPRES PERTES D'EXPLOITATION, DE BENEFICES, DE CLIENTELE, D'ECONOMIE OU MANQUE A GAGNER, Y COMPRIS LES FRAIS ET COUTS DE GESTION AFIN D'Y PALLIER AINSI QUE LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES POUVANT EN RESULTER.
L'exclusion ne s'applique pas aux frais visés dans la 2^e Partie, Section I.III « Garanties additionnelles "dommages subis" ».
6. Sanctions pécuniaires
TOUTE FORME DE SANCTION PECUNIAIRE MISE A VOTRE CHARGE PAR :
 - TOUTE LEGISLATION, REGLEMENTATION, TRANSACTION OU DECISION ARBITRALE, ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE, EN CE COMPRISE LES AMENDES, ASTREINTES, COÛTS SUPPORTES EN EXECUTION D'UNE INJONCTION PRONONCEE A VOTRE ENCONTRE, AINSI QUE LES "PUNITIVES DAMAGES", "EXEMPLARY DAMAGES" OU EQUIVALENTS ;
 - TOUT CONTRAT, EN CE COMPRISE LES PENALITES CONTRACTUELLES, LES "LIQUIDATED DAMAGES" ET LES CLAUSES PENALES.
7. Mesures correctives
LES MOYENS, QUELLE QU'EN SOIT LA NATURE, QUE VOUS AUREZ MIS EN ŒUVRE AUX FINS DE REMEDIER A L'INADEQUATION, AUX DEFAUTS DE FONCTIONNEMENT OU DE PERFORMANCES DES SERVICES ET/OU LIVRABLES FOURNIS ET L'INEXECUTION TOTALE OU PARTIELLE DE VOS OBLIGATIONS AU REGARD DES ENGAGEMENTS SOUSCRITS PAR VOS SOINS A L'EGARD DU CLIENT, QUE LE REMEDE S'ASSIMILE, EN PRATIQUE, A UNE REPARATION OU UN REMPLACEMENT.
Cette exclusion ne s'applique pas aux frais additionnels et correctifs visés à la 4^e partie, Section I.I, point A.
8. Relations avec les
LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUT DIFFEREND AVEC

partenaires commerciaux

VOS PARTENAIRES COMMERCIAUX, NOTAMMENT VOS REVENDEURS, DISTRIBUTEURS, FABRICANTS, FOURNISSEURS, CONCEDANTS, INTERMEDIAIRES OU PRESTATAIRES, DANS LA MESURE OU LA RECLAMATION EST RELATIVE :

- AU PAIEMENT PAR **VOUS** DE COMMISSIONS, REDEVANCES, HONORAIRES, PRIX OU DE TOUTE AUTRE MODALITE DE RETRIBUTION A LAQUELLE **VOUS VOUS** ETES ENGAGE A LEUR EGARD ;
- A **VOTRE** DECISION DE CESSER OU DE SUSPENDRE EN TOUT OU PARTIE, EN DEHORS D'UNE EXCEPTION D'INEXECUTION, **VOTRE** RELATION COMMERCIALE AVEC L'UN D'EUX, SAUF ACCORD PREALABLE DE **NOTRE** PART.

9. Pratiques économiques illicites

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT :

- DE **VOTRE** RESPONSABILITE ENGAGEE AU TITRE DE L'ACHAT, LA VENTE, L'ECHANGE OU LA NEGOCIATION D'ACTIONS, DE PARTS SOCIALES OU DE TOUT AUTRE TITRE, DE L'UTILISATION ABUSIVE D'INFORMATION Y AFFERANT, OU DU NON-RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES EN VIGUEUR EN MATIERE BOURSIERE ET FINANCIERE ;
- DE **VOTRE** RESPONSABILITE ENGAGEE EN MATIERE DE PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE, NOTAMMENT DE TRANSPARENCE TARIFAIRES, D'ENTENTES, D'ABUS DE POSITION DOMINANTE OU DE CONCENTRATIONS ;
- DE **VOTRE** RESPONSABILITE ENGAGEE AU TITRE DE **VOS** DECLARATIONS, AFFIRMATIONS, INFORMATIONS **VOUS** CONCERNANT FIGURANT AU SEIN DE **VOS** COMPTES, RAPPORTS OU DOCUMENTS FINANCIERS ET/OU RELATIVES A **VOS** RESULTATS FINANCIERS ;
- DE TOUT MANQUEMENT DE **VOTRE** PART AUX DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE FISCALE, Y COMPRIS LES MAJORATIONS OU TOUTES AUTRES OBLIGATIONS A **VOTRE** CHARGE, Y INCLUS DE PAIEMENT DE LA TVA OU TOUTE AUTRE TAXE ASSIMILEE ;
- DE TOUT MANQUEMENT DE **VOTRE** PART A UNE OBLIGATION FIDUCIAIRE A LAQUELLE **VOUS** ETES TENU.

10. Publicité trompeuse

LES RISQUES INHERENTS ET **DOMMAGES** RESULTANT DE TOUTE PUBLICITE TROMPEUSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR, DANS LE CADRE DE LA PROMOTION DE **VOS ACTIVITES PROFESSIONNELLES, LIVRABLES OU SERVICES**.

Cette exclusion ne s'applique pas aux risques inhérents et **dommages** résultant d'atteintes à des droits de propriété intellectuelle de **tiers** dans le cadre de **vos activités professionnelles**, à savoir la contrefaçon de droits d'auteur, en ce compris les atteintes au droit moral, de marques, de dessins et modèles, du droit sui generis des producteurs de bases de données ainsi que d'actes de parasitisme, d'usurpation de signes distinctifs de **tiers** ou de pratiques commerciales générant un risque de confusion avec les produits et/ou les services d'un **tiers**.

11. Pratiques déloyale

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT D'ACTES DE CONCURRENCE DELOYALE NON EXPRESSEMENT COUVERTS AU TITRE DES GARANTIES SOUSCRITES (2^E PARTIE, SECTION I.I « RECLAMATIONS A VOTRE ENCONTRE »), ET NOTAMMENT :

- LES PRATIQUES VISANT A LA DESORGANISATION D'UN CONCURRENT, Y INCLUS LE DEBAUCHAGE DE SALARIES ;
- LES PRATIQUES VISANT A LA DESORGANISATION GENERALE D'UN MARCHE, Y INCLUS LA CONFISCATION DE RESSOURCES.

12. Spamming

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT DE **VOTRE** NON- RESPECT DES LOIS ET REGLEMENTATIONS APPLICABLES EN MATIERE DE PROSPECTION COMMERCIALE, A SAVOIR TOUT ENVOI DE COMMUNICATIONS COMMERCIALES NON SOLICITEE PAR COURRIER ELECTRONIQUE, TELEPHONE, TELECOPIE ET/OU

AUTOMATES D'APPEL.

13. Réclamations entre assurés

LES DOMMAGES IMMATERIELS NON-CONSECUTIFS RESULTANT D'UNE RECLAMATION ENTRE ASSURES.

14. Evénements naturels

LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE CATASTROPHES NATURELLES, TREMBLEMENTS DE TERRE, ERUPTIONS VOLCANIQUES, RAZ-DE-MAREE, INONDATIONS, TEMPETES OU AUTRES CATACLYSMES.

15. Conflits

LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE GUERRES, LUTTES ARMEES, DESORDRES CIVILS OU CONFLITS, Y COMPRIS LES EMEUTES OU MOUVEMENTS POPULAIRES, LES CONFLITS SOCIAUX, GREVES OU LOCK OUT.

16. Terrorisme

LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT D'ACTES OU MENACE D'ACTE DE TERRORISME OU DE SABOTAGE, ISOLES OU COMMIS DANS LE CADRE D'ACTIONS CONCERTEES, NOTAMMENT PAR USAGE DE LA FORCE OU DE VIOLENCE, PAR TOUTE PERSONNE OU GROUPE DE PERSONNES AGISSANT POUR LEUR COMPTE OU POUR LE COMPTE D'UN GOUVERNEMENT OU D'UNE AUTORITE PUBLIQUE, QUEL QU'EN SOIT LE MOTIF.

17. Nucléaire

LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT :

- (I) DE TOUTE SORTE DE MATIERE, REACTION OU RADIATION NUCLEAIRE OU DE TOUTE CONTAMINATION RADIOACTIVE ;
- (II) DE TOUT **SERVICE ET/OU LIVRABLE** QUI INCLUT, IMPLIQUE OU EST RELATIF, DE QUELLE QUE MANIERE QUE CE SOIT, A CE QUI EST DECRI AU (I) CI-AVANT OU AU STOCKAGE, A LA RETENTION, A LA CESSION OU DESTRUCTION DE CE QUI EST DECRI AU (I) CI-AVANT ;
- (III) DE TOUTE OPERATION EFFECTUEE SUR UN SITE OU DANS UN BATIMENT DANS LEQUEL EST CONTENU/ EFFECTUE UN **SERVICE ET/OU UN LIVRABLE**, DECRI AUX (I) ET (II) CI-AVANT.

18. Champs électriques

LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE LA PRODUCTION PAR TOUT APPAREIL DE CHAMPS ELECTRIQUES, MAGNETIQUES OU DE RAYONNEMENTS ELECTROMAGNETIQUES OU IONISANTS.

19. Aggravation de responsabilité

LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE VOTRE SOUSCRIPTION D'ENGAGEMENTS CONTRACTUELS AYANT POUR OBJET OU POUR EFFET D'ETENDRE OU D'ALOURDIR VOTRE RESPONSABILITE AU REGARD DU DROIT COMMUN DES CONTRATS ET DES USAGES DE LA PROFESSION, TELS QUE :

- LA RENONCIATION OU LA LIMITATION A RECOURS A L'ENCONTRE DE TOUTE PERSONNE (Y COMPRIS **VOS** SOUS-TRAITANTS, COTRAITANTS, FOURNISSEURS OU PRESTATAIRES), DONT LA RESPONSABILITE AU TITRE DU MEME **FAIT DOMMAGEABLE** AURAIT PU ETRE ENGAGEE, AINSI QUE TOUT TRANSFERT DE RESPONSABILITE CIVILE OU PACTE DE GARANTIE ;
- LES ENGAGEMENTS SOLIDAIRES EN CONSEQUENCE NOTAMMENT DE VOTRE PARTICIPATION A UN GROUPEMENT OU PACTE A CET EFFET.

Toutefois et au titre de ce qui précède, l'exclusion ne s'applique pas :

- *dans la limite des recours effectifs dont **vous** restez bénéficiaire à l'encontre de la personne concernée.*
- *aux obligations de résultat que **vous** avez souscrites dans le cadre de l'exécution de vos activités professionnelles.*
- *aux risques inhérents ou dommages résultant de conventions comportant transfert de responsabilité civile, pactes de garantie, renonciation à recours intervenues entre l'assuré et :*
 - l'État français, l'Administration, les collectivités territoriales, les établissements ou organismes publics ou semi-publics ;*

- les États étrangers, les administrations ou entreprises publiques étrangères ;
- les organisateurs de foires et expositions, les sociétés de location et de crédit-bail ; et
- les propriétaires d'immeubles utilisés par l'assuré dans le cadre des **activités professionnelles**.

20. Cessation d'activité

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT D'UNE INEXECUTION TOTALE OU PARTIELLE DES ENGAGEMENTS SOUSCRITS PAR **VOS** SOINS :

- EN CONSEQUENCE DE LA CESSATION DE **VOS ACTIVITES PROFESSIONNELLES** OU DE LA BRANCHE DE **VOS ACTIVITES PROFESSIONNELLES** ;
- LIEE A UN ETAT DE CESSATION DES PAIEMENTS, D'UNE OUVERTURE DE PROCEDURE COLLECTIVE OU DE DIFFICULTES FINANCIERES, NOTAMMENT LORSQUE CELLE-CI RESULTERAIT DE LA SUSPENSION OU LA NON-EXECUTION DEFINITIVE, PAR **VOS** SOUS-TRAITANT, DESDITS ENGAGEMENTS, JUSTIFIEE PAR **VOTRE** INCAPACITE A HONORER LEURS CREANCES A **VOTRE** EGARD.

21. Responsabilité décennale

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RELEVANT DE LA RESPONSABILITE DECENNALE (ARTICLE 1792 DU CODE CIVIL), DES GARANTIES DE BON FONCTIONNEMENT (ARTICLE 1792-3 DU CODE CIVIL) OU DE PARFAIT ACHEVEMENT (ARTICLE 1792-6 DU CODE CIVIL) OU DE RESPONSABILITES OU GARANTIES EQUIVALENTES AUX TERMES DE REGLEMENTATIONS ETRANGERES.

22. Assurance automobile obligatoire

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RELEVANT DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 211-1 DU CODE DES ASSURANCES RELATIVES A L'OBLIGATION D'ASSURANCE AUTOMOBILE, OU SON EQUIVALENT ETRANGER, CAUSES PAR LES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR, LEUR REMORQUES OU SEMI-REMORQUES DONT L'**ASSURE** A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE, Y COMPRIS DU FAIT DE LEURS ACCESSOIRES OU DES ELEMENTS QU'IL TRANSPORTE, QUELLE QU'EN SOIT LA NATURE.

23. Brevets et secrets

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT D'UNE ATTEINTE A DES BREVETS OU DES SECRETS DE FABRIQUE.

24. Secrets commerciaux aux Etats-Unis et au Canada

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT D'UNE ATTEINTE A DES SECRETS COMMERCIAUX ('TRADE SECRETS') :

- CONSTATEE AUX ÉTATS-UNIS OU AU CANADA ; OU
- DES LORS QUE **VOTRE** RESPONSABILITE AU TITRE DE LADITE ATTEINTE EST RECHERCHEE OU RETENUE, QUEL QU'EN SOIT LE FONDEMENT, PAR TOUTE JURIDICTION, Y COMPRIS ARBITRALE, AMERICAINE OU CANADIENNE ET/OU EN APPLICATION DU DROIT AMERICAIN OU CANADIEN.

25. Bonnes mœurs

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT D'UNE ATTEINTE A L'ORDRE PUBLIC OU AUX BONNES MŒURS.

26. Mandataires sociaux

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RELEVANT DE LA RESPONSABILITE DES MANDATAIRES SOCIAUX, DIRIGEANTS DE DROIT OU DE FAIT OU DE LEURS EQUIVALENTS ETRANGERS.

27. Gestion sociale

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT :

- DE **VOTRE** RESPONSABILITE ENGAGEE SUITE A LA MISE EN PLACE OU DU FAIT DE L'ADMINISTRATION DE TOUT PLAN BENEFICIAINT AUX SALARIES, EN CE NOTAMMENT COMPRIS DES PLANS DE RETRAITE, DES PLANS DE PREVOYANCE SANTE, DES PLANS DE STOCK OPTIONS, OU DE **VOTRE** NON-RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES APPLICABLES EN MATIERE DE RETRAITE ;
- DE **VOTRE** RESPONSABILITE ENGAGEE AU TITRE D'UN MANQUEMENT DE **VOTRE** PART A **VOS** OBLIGATIONS A L'EGARD DE **VOS** DIRIGEANTS, MANDATAIRES SOCIAUX, ACTIONNAIRES, ADMINISTRATEURS ET/OU SALARIES, EN CE

NOTAMMENT COMPRIS EN CAS DE DELIT D'INITIE DE **VOTRE** PART OU DE
DELOYAUTE ENVERS L'ENTREPRISE.

28. Contrat de travail	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUT DIFFEREND RELATIF A LA CONCLUSION, L'EXECUTION OU LA CESSATION DE TOUT CONTRAT DE TRAVAIL CONCLUS PAR VOUS OU PAR QUICONQUE AGISSANT POUR VOTRE COMPTE EN VUE DE VOS BESOINS INTERNES, NOTAMMENT LES CAS DE DISCRIMINATION OU HARCELEMENT.
29. Perte de données	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE LA PERTE DE DONNEES, FICHIERS OU PROGRAMMES ET CE, EN L'ABSENCE DE PROCEDURES EFFECTIVES DE SAUVEGARDE MISES EN PLACE PAR VOS SOINS.
30. Jeux de hasard	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE L'EXPLOITATION DE JEUX DE HASARD OU DE JEUX DE CASINO OU DE pari.
31. Responsabilité médicale	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RELATIFS A LA RESPONSABILITE CIVILE MEDICALE TELLE QUE DEFINIE NOTAMMENT PAR L'ARTICLE L 1142-2 DU CODE LA SANTE PUBLIQUE ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'ASSURANCE.
32. Dispositifs médicaux	LES DOMMAGES CAUSES PAR TOUT PRODUIT OU DISPOSITIF MEDICAL TEL QUE DEFINI NOTAMMENT PAR LES ARTICLES L 5111-1 ET L 5211-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE.
33. Collecte et traitement illégal(e) de données personnelles	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE LA COLLECTE ET/OU DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES REALISES PAR VOS SOINS, OU PAR QUICONQUE AGISSANT POUR VOTRE COMPTE, EN VIOLATION DES DISPOSITIONS LEGALES OU REGLEMENTAIRE APPLICABLES.
34. Tabac	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES :
	<ul style="list-style-type: none"> • AU TITRE DE SERVICES ET/OU LIVRABLES FOURNIS DANS LE TRAITEMENT, LA CONCEPTION, LA FABRICATION, LA DISTRIBUTION OU LA PROMOTION DU TABAC OU DE PRODUITS CONTENANT DU TABAC, DE LEUR EMBALLAGE OU DE LEUR ETIQUETAGE ; • RESULTANT DE LA CONSOMMATION DE TABAC.
Section II – Exclusions spécifiques à la responsabilité civile professionnelle « Métiers de l'informatique »	
35. Remboursement de prestation	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES CORRESPONDANT OU ASSIMILABLES A UN REMBOURSEMENT, UNE RESTITUTION OU UNE REFACTION DU PRIX VERSE OU DU PAR VOTRE CLIENT .
	L'exclusion ne s'applique pas aux restitutions de prix au bénéfice de votre client à l'origine de la réclamation , au titre et sous réserve de la souscription de l'option « Remboursement des prestations » de la police (2 ^e Partie, Section I.II).
36. Fourniture d'utilités	LES SINISTRES EXCLUSIVEMENT CAUSES PAR TOUT TIERS FOURNISSEUR D'UTILITES, DU FAIT D'UN DYSFONCTIONNEMENT OU D'UNE INTERRUPTION DE SES SERVICES LIES A :
	<ul style="list-style-type: none"> • LA FOURNITURE D'ACCES INTERNET OU DE RESEAUX DE TELECOMMUNICATION, ET/OU • LA MISE A DISPOSITION DE LOCAUX OU D'INFRASTRUCTURES TECHNIQUES, ET/OU • LA FOURNITURE D'EAU, D'ELECTRICITE OU D'ENERGIE.
	<i>Toutefois, l'exclusion ne s'applique pas dans la limite des recours effectifs dont vous restez bénéficiaire à l'encontre du tiens responsable de la survenance du dommage.</i>

37. Engagements disproportionnés	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE L'INEXECUTION PARTIELLE OU TOTALE DE TOUT ENGAGEMENT SOUSCRIT POUR LEQUEL VOUS NE POUVIEZ IGNORER OU DONT VOUS N'AURIEZ PU IGNORER, EN RAISON DE VOTRE QUALITE DE PROFESSIONNEL, LORS DE LA CONCLUSION DU CONTRAT , VOTRE INCAPACITE, OU CELLE DE VOS PREPOSES , A L'EXECUTER, EN TOUT OU PARTIE.
38. Obligation de ne pas faire	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE VOTRE MANQUEMENT A UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE D'EXCLUSIVITE, DE RESTRICTION TERRITORIALE, DE NON-CONCURRENCE, DE NON- DEBAUCHAGE OU TOUTE AUTRE OBLIGATION DE NATURE SIMILAIRE.
39. Cessation unilatérale	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE VOTRE DECISION UNILATERALE DE CESSER, D'INTERROMPRE OU DE SUSPENDRE, EN DEHORS D'UNE EXCEPTION D'INEXECUTION :
	<ul style="list-style-type: none"> • LA FOURNITURE D'UN SERVICE ET/OU LIVRABLE DANS LE CADRE DE VOS ACTIVITES PROFESSIONNELLES OU A L'EGARD D'UN CLIENT ; OU • TOUTE RELATION D'AFFAIRES AVEC UN CLIENT.
40. Aéronautique/aérospatiale	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE LA FOURNITURE DE SERVICES ET/OU LIVRABLES DANS LE SECTEUR AERONAUTIQUE OU SPATIAL, DES LORS QUE CES SERVICES ET/OU LIVRABLES CONCOURENT A LA CONCEPTION, LA FABRICATION ET/OU LA MAINTENANCE D'AERONEFS, MISSILES OU ENGINS SPATIAUX ET/OU A LA NAVIGATION AERONAUTIQUE OU SPATIALE.
41. Pollution/contamination	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT :
	<ul style="list-style-type: none"> • DE TOUT TYPE DE POLLUTION OU CONTAMINATION AINSI QUE CEUX LIES AUX LIVRABLES OU SERVICES FOURNIS DANS TOUT SECTEURS POUVANT GENERER DE TELS RISQUES ET DOMMAGES ; • D'UNE REACTION OU CONTAMINATION CHIMIQUE, BIOLOGIQUE OU BACTERIOLOGIQUE, AINSI QUE CEUX LIES AUX LIVRABLES OU SERVICES FOURNIS DANS TOUT SECTEUR POUVANT GENERER DE TELS RISQUES ET DOMMAGES.
SECTION III – Exclusions spécifiques à la responsabilité civile Exploitation/Employeur	
42. Responsabilité civile professionnelle	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RELEVANT DE LA 2 ^E PARTIE, SECTION I « RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE ».
43. Véhicules terrestres à moteur	LES DOMMAGES CAUSES A, OU PAR DES VEHICULES TERRESTRES A MOTEURS NON EXPRESSEMENT COUVERTS AU TITRE DE LA GARANTIE VISEE AU SEIN DE LA 2 ^E PARTIE, SECTION II.I « RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION », POINTS A.1 ET A.8.
44. Engins flottants, ferroviaires ou aériens	LES DOMMAGES CAUSES A, OU PAR, OU RESULTANT DE LA PROPRIETE, LA CONDUITE LA GARDE, L'USAGE OU LA MAINTENANCE DE TOUT AVION OU TOUT AUTRE VEHICULE OU ENGINS FLOTTANT, FERROVIAIRE OU AERIEN.
45. Préposés	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE LA RESPONSABILITE PERSONNELLE DE VOS PREPOSES , A L'EXCEPTION DES FRAIS DE DEFENSE FAISANT SUITE A UNE ACTION PENALE, DANS LES CONDITIONS VISEES AU SEIN DE LA GARANTIE « FRAIS DE DEFENSE PENALE » (2 ^E PARTIE, SECTION II.III).
46. Risques locatifs supérieurs à 30 jours	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT D'UN INCENDIE ET/OU D'UN DYSFONCTIONNEMENT ELECTRIQUE ET/OU D'UNE FUITE D'EAU OU DE LIQUIDE ET/OU D'UNE EXPLOSION PRENANT NAISSANCE DANS LES LIEUX, INSTALLATIONS FIXES OU DEPENDANCES DONT VOUS ETES PROPRIETAIRE, LOCATAIRE OU OCCUPANT POUR UNE DUREE SUPERIEURE A 30 JOURS CONSECUTIFS.

47. Tous dommages aux biens mobiliers	LES DOMMAGES SURVENANT AUX BIENS MOBILIERS DONT VOUS ETES PROPRIETAIRE, LOCATAIRE OU EMPRUNTEUR.
48. Pollution non accidentelle	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT D'UNE POLLUTION NON ACCIDENTELLE, C'EST-A-DIRE NE REVETANT PAS DE CARACTERE FORTUIT, IMPREVU, SOUDAIN ET INVOLONTAIRE.
49. Dommages environnementaux	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT D'UNE POLLUTION DES ESPACES, RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS, DES SITES ET PAYSAGES, DES ESPECES ANIMALES ET VEGETALES, AINSI QUE TOUTE CONSEQUENCE AFFECTANT LES DIVERSITES ET EQUILIBRES BIOLOGIQUES AUXQUELS ILS PARTICIPENT.
50. Pollution aux Etats- Unis ou au Canada	LES DOMMAGES RESULTANT D'UNE POLLUTION, ACCIDENTELLE OU NON ACCIDENTELLE, AYANT LIEU OU SUBIE AUX ETATS-UNIS OU AU CANADA.
51. Installations classées	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT D'INSTALLATIONS CLASSEES PAR LA LOI N° 76-663 DU 19 JUILLET 1976 SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, LORSQUE CES INSTALLATIONS SONT SOUMISES A AUTORISATION D'EXPLOITATION PAR LES AUTORITES COMPETENTES.
52. Plate-forme offshore	LES DOMMAGES CAUSES PAR, OU A L'UN DE VOS PREPOSES SUR UNE PLATE-FORME OFFSHORE, SURVENUS ENTRE LE MOMENT OU IL A EMBARQUE SUR UN QUELCONQUE MOYEN DE TRANSPORT AU DEPART DE LA PLATE-FORME ET LE MOMENT OU IL A REGAGNE LA TERRE.
53. Faute inexcusable	<ul style="list-style-type: none"> • LES DOMMAGES DU FAIT DE VOTRE FAUTE INEXCUSABLE, LORSQUE VOUS AVEZ ETE PREALABLEMENT SANCTIONNE POUR INFRACTION AUX DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL RELATIVES A L'HYGIENE, LA SECURITE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL, AINSI QU'AUX TEXTES PRIS EN LEUR APPLICATION ET QUE VOS REPRESENTANTS LEGAUX NE SE SONT DELIBEREMENT PAS CONFORMES AUX PRESCRIPTIONS DE MISE EN CONFORMITE DANS LES DELAIS IMPARTIS PAR L'AUTORITE COMPETENTE. • DANS LE CADRE DE LA GARANTIE « RESPONSABILITE CIVILE EMPLOYEUR » (2^E PARTIE, SECTION II.II), LES COTISATIONS SUPPLEMENTAIRES PREVUES A L'ARTICLE L 242-7 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE.
54. Activités sportives de loisirs, crèche, voyages	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE L'ORGANISATION ET/OU LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIVITES SPORTIVES, DE COLONIES DE VACANCES, CENTRES DE LOISIRS OU CRECHES, DE VOYAGES ET/OU DE SEJOURS OU DE TOUTES AUTRES ACTIVITES SIMILAIRES, DES LORS QUE CES ACTIVITES SONT SOUMISES A UNE OBLIGATION LEGALE D'ASSURANCE, Y COMPRIS TOUS LES SERVICES POUVANT ETRE FOURNIS A L'OCCASION DE CES ACTIVITES (NOTAMMENT RESERVATION D'HEBERGEMENT, DELIVRANCE D'UN TITRE DE TRANSPORT, BON D'HEBERGEMENT OU DE RESTAURATION, VISITES).
55. Amiante	LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT (I) DE L'EXPLOITATION MINIERE, DU TRAITEMENT, DE LA FABRICATION, DE L'USAGE, DE LA MISE A L'ESSAI, DE LA PROPRIETE, DE LA VENTE OU DE L'ENLEVEMENT D'AMIANTE, DE FIBRES D'AMIANTE OU DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE, OU (II) DE L'EXPOSITION A L'AMIANTE, AUX FIBRES D'AMIANTE OU AUX MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE, OU (III) DES ERREURS OU OMISSIONS DANS LA SURVEILLANCE, LES INSTRUCTIONS, LES RECOMMANDATIONS, LES NOTICES, LES AVERTISSEMENTS OU CONSEILS DONNES OU QUI AURAIENT DU ETRE DONNES EN RELATION AVEC L'AMIANTE, LES FIBRES D'AMIANTE OU LES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE.
56. Non-affiliation au régime français de Sécurité sociale	LES DOMMAGES RESULTANT D'ACCIDENTS, DE MALADIES OU D'AFFECTIONS CONTRACTEES PAR UN DE VOS PREPOSES, SI CELUI-CI N'EST PAS AFFILIE A UN REGIME FRANÇAIS DE PROTECTION SOCIALE.
57. Télétravail	LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS MOBILIERS OU IMMOBILIERS UTILISES OU OCCUPES PAR VOS PREPOSES TRAVAILLANT A DOMICILE A TITRE TEMPORAIRE OU PERMANENT.

58. Titres et effets
de paiement, bijoux,
pièces d'identité

LES **DOMMAGES** RESULTANT DE LA DETERIORATION, LA DISPARITION OU LE VOL
D'ESPECES ET BILLETS DE BANQUE, CHEQUES BANCAIRES OU POSTAUX, CARTES
DE PAIEMENT OU DE CREDIT OU TOUT TITRE OU EFFET DE PAIEMENT, MONTRES
ET BIJOUX, CARTES D'IDENTITE, PASSEPORTS ET PERMIS DE CONDUIRE.

59. Immixtion
dans la gestion
de travaux

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT DE **VOTRE** IMMIXTION DANS
LA CONCEPTION, LA DIRECTION OU L'EXECUTION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT,
D'ENTRETIEN OU DE RENOVATION QUE **VOUS** FAITES EFFECTUER POUR **VOTRE**
PROPRE COMPTE.

60. Vol entre préposés

LES **DOMMAGES** RESULTANT DE VOLS ENTRE **VOS PREPOSES**.

61. Contamination

LES RISQUES INHERENTS OU **DOMMAGES** RESULTANT D'UNE REACTION OU
CONTAMINATION CHIMIQUE, BIOLOGIQUE OU BACTERIOLOGIQUE, A L'EXCEPTION
DES INTOXICATIONS PAR LES BOISSONS OU PRODUITS ALIMENTAIRES FOURNIS
PAR **VOS** SOINS POUR **VOS** BESOINS INTERNES PROPRES.

4^e Partie – Indemnisation et gestion de la police

Section I – Guide d'indemnisation

I. Ce que nous indemnisons

A. Au titre des réclamations à **vous** encontre

Indemnité transactionnelle	1. Nous prenons en charge, dans les limites de la garantie et sous réserve de notre accord exprès préalable, le montant convenu suite à une négociation amiable, médiation ou toute autre forme de résolution alternative des litiges afin de régler un sinistre dans le cadre d'une transaction au sens des dispositions de l'article 2044 et suivants du Code Civil.
Dommages & intérêts	2. Nous prenons en charge, dans les limites de la garantie, les montants visés au sein de toute décision judiciaire exécutoire vous condamnant à payer des dommages et intérêts, les frais irrépétibles exposés par vous adverse ainsi que les dépens.
Frais de défense	3. Nous prenons en charge, à l'issue du règlement amiable ou judiciaire définitif de la réclamation , vos frais de défense engagés avec notre accord préalable écrit, sous la forme d'un remboursement du montant hors taxes et dans les limites de la garantie. Sur demande écrite de vous part, nous pouvons procéder à un remboursement de vos frais de défense préalablement au règlement amiable ou judiciaire définitif de la réclamation .
Frais additionnels et correctifs	4. Nous prenons en charge, sous la forme d'un remboursement du montant hors taxes et dans les limites de la garantie, les frais additionnels et correctifs , sous réserve de notre accord préalable écrit et sur présentation des justificatifs.
Pénalités contractuelles libératoires	5. Nous prenons en charge, dans les limites de la garantie, les pénalités contractuelles libératoires, à l'exclusion des crédits de services, dès lors que le montant de ces pénalités a été convenu au sein du contrat préalablement à tout début d'exécution de celui-ci, et si nous estimons qu'elles correspondent à une estimation raisonnable du montant des dommages-intérêts qui pourraient vous être réclamés en justice si le contrat n'avait pas prévu cette clause pénale.
Remboursement de prestation (sur option)	6. Nous prenons en charge, sous réserve de la souscription de l'option « Remboursement de prestations » (2 ^e Partie, Section I.II de la police), dans les limites du sous-plafond de garantie et après déduction de la franchise contractuelle spécifique, les restitutions de prix au bénéfice de vous client à l'origine de la réclamation .
Coûts de présence à une audience	7. Si dans le cadre d'un sinistre garanti, vous devez vous présenter devant un tribunal, nous prenons en charge vos frais ainsi que ceux de vos préposés à chaque fois que notre avocat ou notre expert vous aura demandé de vous présenter au tribunal, sur présentation des justificatifs et dans les limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pour tout représentant légal de l'assuré : jusqu'à 500 € par jour ;• pour tout salarié de l'assuré : jusqu'à 250 € par jour ;• pour tout autre préposé de l'assuré : jusqu'à 200 € par jour.
Honoraires d'avocat	8. Lorsque vous engagez l'action prévue à la 2 ^e Partie, Section I.I, point L « Jugement déclaratoire ("Declaratory relief") » de la police , nous prenons en charge, franchise déduite, les honoraires d'avocat engagés par vous soins aux fins de la poursuite de vous action. Cette prise en charge intervient sous forme de remboursement du montant des honoraires payés par vos soins, et sur la base des justificatifs y afférents.
B. Au titre des dommages que vous subissez	Dans le cadre des garanties prévues à la 2 ^e Partie, Section I.III « Garanties additionnelles "dommages subis" » de la police , nous prenons en charge, dans la limite du sous-plafond de garantie applicable et déduction faite de la franchise :

Frais

1. le montant hors taxes des frais de restauration de **vos** documents ou de **votre** site internet ou de **votre** réputation, sous la forme d'un remboursement sur présentation de facture et dans les limites du **sous-plafond** applicable, dès lors que lesdits frais :
 - ont été engagés par **vous** au titre d'un **dommage** visé au sein de la 2^e Partie, Section I.III « Garanties additionnelles "dommages subis" » ; et
 - concernent des prestations exécutées par un **tiers** à **votre** demande aux fins exclusives de la restauration garantie ; et
 - ont reçu **notre** accord préalable écrit après présentation d'un devis.

Coûts de projet

2. au titre d'un sinistre couvert au titre de la 2^e Partie, Section I.I, points A et B de la **police**, les investissements engagés par **vous** et les salaires réglés par **vous** à **vos préposés** dans le cadre du **contrat** qui **vous** lie à **votre client**, et qui demeurerait à **votre** charge suite à la décision prise par **votre client** de ne pas poursuivre ledit **contrat**.

Cette prise en charge interviendra sous forme de remboursement du montant des investissements et salaires payés par **vos** soins, sur la base des justificatifs y afférents, déduction faite de **votre** marge ainsi que des éventuel(le)s taxes, droits, retenues et intérêts grevant ledit montant.

II. Les modalités d'indemnisation

A. A quelle hauteur serez **vous** indemnisé?

Vos Conditions Particulières mentionnent les **plafonds de garantie, sous-plafonds et franchises** applicables à la **police**.

En cas de **sinistre**, nous indemnisons les **dommages** dans la limite du **plafond de garantie** ou du **sous-plafond** applicable, selon la garantie applicable au **sinistre**, déduction faite de la **franchise** applicable.

1. Le **plafond de garantie** applicable représente le montant maximum que nous sommes susceptibles de payer au titre de la **police, frais de défense** compris, en cas de **sinistre unique** et en cas de pluralité de **sinistres** ayant pour origine le même **fait dommageable**, ainsi que, le cas échéant, tout autre paiement qui serait dû au titre de la **police** souscrite et sauf stipulations contraires au sein de **vos** Conditions Particulières.
2. Dans l'hypothèse où une garantie souscrite comporte un **sous-plafond, nous vous** indemnisons, selon les modalités ci-dessus, à hauteur de ce **sous- plafond**. Les **sous-plafonds** font partie intégrante du **plafond de garantie** applicable ; ils s'y substituent et ne sauraient en aucun cas s'y ajouter.
3. Dans l'hypothèse où le **plafond de garantie** applicable est fixé par **période d'assurance**, il se réduit et s'épuise par tout paiement d'indemnité, amiable ou judiciaire, sans reconstitution automatique après **sinistre**. En cas d'épuisement du **plafond de garantie** au titre d'une **période d'assurance**, **nous nous** réservons la faculté d'évoquer ensemble les modalités, notamment financières, de reconstitution de celui-ci.
4. Lorsque **vous nous** déclarez un **sinistre, nous** pouvons à tout moment décider de **vous** régler le montant du **plafond de garantie** ou du **sous-plafond** applicable, ou ce qu'il en reste après tout paiement préalablement effectué par **nos** soins au titre dudit **sinistre** et/ou de tout **sinistre** intervenu pendant la même **période d'assurance**.
5. **Nous** réglons, dans le cadre du **plafond de garantie** applicable, les **frais de défense** engagés préalablement à la date de **notre** paiement. **Nous** ne supporterons ensuite plus aucune obligation de garantie ou responsabilité concernant ce **sinistre et vos frais de défense** y afférent.

B. Pluralité de **sinistres**

1. Dans le cadre de la **police**, toutes les **réclamations** introduites à **votre** encontre et qui font suite à un même **fait dommageable**, ainsi que toutes les conséquences pécuniaires qui en résultent, constituent un seul et même **sinistre**, quel que soit leur échelonnement dans le temps. Dans ce cas, les indemnités dues au titre de ce **sinistre** sont versées dans la limite du **plafond de garantie** applicable de la **période d'assurance** de la première **réclamation**.
2. Dans le cadre de la **police**, tous les **dommages** que **vous** subissez et qui font suite à un même **fait dommageable** constituent un seul et même **sinistre**. Dans ce cas, les

indemnités dues au titre de ce **sinistre** sont versées dans la limite du **sous-plafond** applicable de la **période d'assurance** de survenance du **fait dommageable**.

3. Les garanties « Réclamations à votre encontre » et « Option “Remboursement de prestation” » d'une part, et « Garanties additionnelles “dommages subis” » d'autre part (2^e Partie, Sections I.I-II et Section I.III et de la **police**), sont distinctes l'une de l'autre. Par conséquent, toute **franchise** ainsi que tout **plafond de garantie** ou **sous plafond** relatifs au déclenchement des deux garanties et faisant suite à la survenance d'un même **fait dommageable**, sera applicable pour chacune d'entre elle.
4. Les garanties Responsabilité civile professionnelle (2^e Partie, Section I) et Responsabilité civile exploitation/employeur (2^e Partie, Section II) sont distinctes l'une de l'autre. Par conséquent, un **sinistre** unique ne peut être pris en charge que par l'une des deux garanties sans aucun cumul possible.

C. Pluralité d'assurés

En cas de pluralité d'**assurés**, le montant de l'indemnité que **nous** prenons en charge ne peut excéder le montant dû pour un seul **assuré**.

D. Sanctions économiques

L'ENSEMBLE DES GARANTIES ACCORDEES AU TITRE DE LA PRESENTE **POLICE** SONT SANS EFFET LORSQUE CES GARANTIES ET/OU TOUTE ACTIVITE SONT CONTRAIRES A TOUTE DISPOSITION LEGALE OU REGLEMENTAIRE APPLICABLES EN MATIERE DE SANCTIONS ECONOMIQUES OU COMMERCIALES PREVUES PAR LES NATIONS UNIES, L'UNION EUROPEENNE ET/OU TOUT AUTRE ETAT.

III. Vos déclarations

A. Déclaration de **sinistre**

Dès que **vous** avez connaissance d'un **sinistre**, **vous** devez :

1. consulter les Conditions Générales et les Conditions Particulières afin de vérifier que les **dommages** éventuels sont couverts par les garanties de la **police** ;
2. **vous** assurer de l'acquittement de toutes **vos** obligations au titre de la **police** ;
3. **nous** déclarer le **sinistre** par lettre recommandée avec avis de réception ou par oral au siège de l'**assureur** contre récépissé :
 - dans un délai de **60 jours** à compter de **votre** connaissance du **sinistre** pour les **sinistres** relevant d'une **réclamation à votre** encontre ;
 - dans un délai de **5 jours** à compter de **votre** connaissance du **sinistre** pour les **sinistres** relevant de **dommages** que **vous** subissez ;

EN CAS D'ABSENCE OU DE RETARD DANS LA DECLARATION DU **SINISTRE**, NON IMPUTABLE A UN CAS FORTUIT OU A UN CAS DE FORCE MAJEURE, **VOUS VOUS EXPOSEZ A ETRE TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT DECHU DE VOTRE DROIT A GARANTIE SI CE MANQUEMENT **NOUS** A CAUSE PREJUDICE (ARTICLE L 113-2 DU CODE DES ASSURANCES) ;**

4. **nous** communiquer toute information quant aux circonstances de survenance du **sinistre** ; **notamment** :
 - **vos** références ainsi que le numéro du contrat d'assurance en cause ;
 - une description de la **réclamation** ou du **dommage** ;
 - tout avis, lettre, convocation, assignation et plus généralement tout acte judiciaire ou extra judiciaire et pièce de procédure qui **vous** est remis ou signifié dans le cadre de la **réclamation** ou du **dommage** et ce dès réception.
5. **nous** informer de tout élément que **vous** découvrez **vous** permettant de suspecter que l'un de **vos préposés** a agi de façon dolosive ou malhonnête ;
6. déposer plainte dans les 24 heures de la survenance du **fait dommageable** lorsque ce dernier constitue ou est susceptible de constituer une infraction pénale, et **nous** communiquer la copie de **votre** dépôt de plainte lors de **votre** déclaration de **sinistre** ;

LE DEFAUT DE COMMUNICATION DU DEPOT DE PLAINE EST UN MOTIF DE REFUS D'APPLICATION DE LA GARANTIE.
7. **nous** communiquer toute information concernant toute autre assurance éventuelle

susceptible de couvrir le même risque et que **vous** auriez contractée.

B. Déclaration conservatoire avant **sinistre**

Dès que **vous** avez connaissance d'un **fait dommageable** susceptible de faire l'objet d'une **réclamation** à **votre** encontre, **vous** pouvez nous déclarer la survenance de ce **fait dommageable**.

Votre déclaration peut **nous** être notifiée dès que possible durant la **période d'assurance** et doit contenir, dans la mesure du possible, la description des conditions de survenance de ce **fait dommageable**, notamment le(s) potentiel(s) plaignant(s), les responsabilités potentielles, les potentielles demandes indemnitàires et toute autre information utile que **nous** serons susceptibles de **vous** demander.

Toute **réclamation** ultérieure que **vous nous** communiquerez, afférente au même **fait dommageable**, sera considérée comme ayant été déclarée à la date de déclaration dudit **fait dommageable** et ce, même si cette **réclamation** est effectuée après expiration de la **période d'assurance**.

IV. Gestion des Sinistres

A. Direction du procès

Nous avons le droit, mais non l'obligation, de diriger les investigations, le règlement amiable ou **votre** défense à l'instance arbitrale ou judiciaire à la suite d'un **sinistre** couvert par la police.

Si **nous** l'estimons nécessaire, **nous** pouvons désigner un expert, un avocat ou toute autre personne susceptible de pouvoir gérer au mieux le **sinistre**. **Nous** pouvons désigner, sans en avoir l'obligation, l'avocat de **votre** choix, à la condition que ce dernier accepte de pratiquer des conditions tarifaires ne dépassant pas celles pratiquées par **notre** propre avocat et uniquement pour les prestations effectuées avec **notre** accord écrit préalable.

SI VOUS VOUS IMMISCEZ DANS LE PROCES QUE NOUS AVONS DECIDE DE DIRIGER, ALORS QUE VOUS N'AVIEZ PAS INTERET A LE FAIRE, AU SENS DE L'ARTICLE L 113-17 DU CODE DES ASSURANCES, VOUS SEREZ DECHU DE VOTRE DROIT A GARANTIE.

B. Mesures correctives

Dès que **vous** avez connaissance d'un **fait dommageable** pouvant donner lieu à des mesures correctives, **vous** devez adopter, à **vos** frais, toutes les mesures nécessaires pour le rectifier ou y remédier, notamment concernant d'éventuels défauts ou carences au regard des engagements souscrits ou d'une obligation légale.

EN CAS DE MANQUEMENT A VOTRE OBLIGATION D'EFFECTUER LES MESURES CORRECTIVES CI-AVANT, NON IMPUTABLE A UN CAS FORTUIT OU DE FORCE MAJEURE, VOUS VOUS EXPOSEZ A ETRE TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT DECHU DE VOTRE DROIT A GARANTIE SI CE MANQUEMENT NOUS A CAUSE PREJUDICE.

C. Devoir d'assistance

Après déclaration du **sinistre**, **vous** demeurez tenu à un devoir d'assistance à **notre** égard en vertu duquel **vous** devez notamment :

- **nous** fournir ainsi qu'à **notre** expert et/ou avocat, à **vos** frais, toutes les informations, toutes les pièces et tous les documents que **nous vous** demanderons et coopérer avec **nous** et **notre** expert dans le cadre des investigations sur le **sinistre** ;
- **nous** permettre ainsi qu'à **notre** expert et/ou avocat, de visiter les lieux afin d'inspecter les **dommages** et d'approuver préalablement le coût des travaux éventuels ;
- prendre toutes les mesures que **nous vous** proposerons pour éviter, minimiser, résoudre à l'amiable le **sinistre** ou pour **vous** défendre.

EN CAS DE MANQUEMENT A VOTRE DEVOIR D'ASSISTANCE, VOUS SEREZ DECHU DE VOTRE DROIT A GARANTIE, SAUF SI VOTRE MANQUEMENT N'A CONSTITUE QUE DANS UN SIMPLE RETARD DANS LA COMMUNICATION DE PIECES ; DANS CETTE HYPOTHESE VOUS VOUS EXPOSERIEZ A SUPPORTER UNE INDEMNITE PROPORTIONNEE AU DOMMAGE QUE CE RETARD **NOUS AURA CAUSE (ARTICLE L 113-11 DU CODE DES ASSURANCES).**

D. **Vos** relations avec les tiers

Vous devez **nous** informer immédiatement lors d'une quelconque demande ou offre de règlement à l'amiable. Aucune garantie ne sera applicable si, lors d'un **sinistre**, **vous** reconnaissez **votre** responsabilité, lorsque **vous** traitez avec tout tiers, lui faites une offre, négociez avec lui ou effectuez un paiement en sa faveur sans **notre** accord écrit préalable.

AUCUNE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE EXPRESSE OU TACITE, NI AUCUNE TRANSACTION INTERVENUE HORS DE **NOTRE** PRESENCE NE **NOUS** EST OPPOSABLE (ARTICLE L 124-2 DU CODE DES ASSURANCES).

E. **Vos** relations avec **nous** en cas d'offre transactionnelle

Dans l'hypothèse où une proposition de règlement transactionnel d'un **sinistre** **vous/nous** est faite et que **nous** souhaitons l'accepter, mais que **vous** refusez, **notre** garantie sera alors limitée, au règlement de **vos frais de défense** engagés jusqu'à la date de refus ou d'expiration de l'offre transactionnelle, ainsi qu'au règlement **franchise** déduite d'une indemnité qui ne pourra pas excéder le montant de l'offre transactionnelle refusée ou expirée.

En cas d'action directe du tiers à notre encontre, **nous** pourrons **vous** demander le remboursement de la somme que **nous** aurons été amené à verser au tiers au-delà du montant de l'offre transactionnelle refusée ou expirée.

Si le montant de cette offre transactionnelle était supérieur au **plafond de garantie** ou au **sous-plafond** applicable, **nous** pourrons choisir de **vous** payer le montant de ce **plafond de garantie** ou de ce **sous-plafond**, **franchise** déduite, avant même l'issue du litige, sous réserve que **vous** renonciez expressément à tous recours à **notre** encontre au titre du **sinistre**.

En contrepartie de cette renonciation à recours et si le litige est finalement résolu pour un montant inférieur à la somme que **nous vous** aurons versée, **nous** renonçons à **vous** réclamer un quelconque remboursement.

F. En cas d'impayés à **votre** encontre

Si, au titre d'un **sinistre** ou d'un **fait dommageable** couvert par la **police**, **votre client** refuse de payer tout ou partie des sommes que **vous** lui avez facturées et menace de diligenter une procédure à **votre** encontre pour un montant supérieur à celui qu'il **vous** doit, **nous** pourrons alors, si **nous** estimons que **votre** abandon de créance évitera une condamnation à un montant supérieur, choisir de **vous** payer, dans la limite du **plafond de garantie** ou du **sous-plafond** applicable, tout ou partie du montant qui **vous** est dû par **votre client**, déduction faite de la **franchise** ainsi que de **votre** marge, des taxes, droits, retenues et intérêts grevant ledit montant.

L'application de cette garantie est, par principe, subordonnée à la conclusion entre les parties d'un accord transactionnel au sens de l'article 2044 du Code Civil ou de son équivalent au sein d'une juridiction étrangère.

Toutefois, dans l'hypothèse où **nous** aurions accepté d'appliquer cette garantie à **votre** bénéfice alors même qu'aucun accord transactionnel n'a pu être conclu et que le **tiers** obtient ensuite **votre** condamnation au titre du **sinistre**, **notre** prise en charge de **vos frais de défense** et des dommages et intérêt auxquels **vous** aurez été condamné sera réduite du montant préalablement versé.

G. Subrogation

Si le **dommage** est imputable à un tiers, **vous** devez impérativement préserver l'éventuel recours que **nous** pourrions exercer à son encontre notamment en **nous** prêtant **votre** concours pour engager les poursuites nécessaires.

Nous serons subrogés dans **vos** droits et actions contre ce tiers jusqu'à concurrence des indemnités que **nous** aurons versées.

Si la subrogation ne peut, de **votre** fait, s'opérer en **notre** faveur, **nous** serons déchargés, en tout ou en partie, de **notre** obligation de garantie envers **vous** (article L 121-12 du Code des assurances).

**Section II –
Administration de la police**

I. **Les informations que vous nous communiquez**

A. Déclarations d'assurance

La police est établie d'après **vos** déclarations, tant pour les besoins de la première souscription de la **police** qu'au cours de la **période d'assurance**, et la prime est fixée en conséquence. L'ensemble de ces déclarations au titre de la **police**, que ce soit au sein du questionnaire préalable d'assurance ou tout autre document communiqué ultérieurement, font partie intégrante de la **police**.

TOUTE RETICENCE, FAUSSE DECLARATION, OMISSION OU INEXACTITUDE DANS LES DECLARATIONS ENTRAINE :

- LA NULLITE DE LA **POLICE** EN CAS DE MAUVAISE FOI (ARTICLE L 113-8 DU CODE DES ASSURANCES) ;
- LA REDUCTION DES INDEMNITES EN CAS DE BONNE FOI, EN PROPORTION DU MONTANT DES PRIMES PAYEES PAR RAPPORT AUX PRIMES QUI AURAIENT ETE DUES SI LE RISQUE AVAIT ETE COMPLETEMENT ET EXACTEMENT DECLARE (ARTICLE L 113-9 DU CODE DES ASSURANCES).

B. Déclaration annuelle de l'assiette de calcul de la prime

Le montant de la prime est susceptible d'être ajusté pour chaque **période d'assurance** suivant la première période de validité du contrat, en cas de modification de **vos activités professionnelles** et/ou dès lors que **votre** chiffre d'affaires déclaré au titre de la **période d'assurance** précédente connaît une augmentation (ou une diminution) égale ou supérieure à 20% du chiffre d'affaires déclaré au sein des dernières Conditions Particulières.

Nous devons être informé de toute modification de **vos activités professionnelles** et/ou augmentation de **votre** chiffre d'affaires de plus de 20% par rapport à celui déclaré au cours de la **période d'assurance** en cours, afin de calculer le montant de la prime applicable pour la **période d'assurance** suivante, dans les 30 jours précédent l'expiration de la **période d'assurance** en cours.

Nous pouvons faire procéder à la vérification desdites déclarations. **Vous** devez recevoir, à cet effet, toute personne mandatée par **nous** et justifier à l'aide de tous documents en **votre** possession l'exactitude de **vos** déclarations.

SANS PREJUDICE DES SANCTIONS APPLICABLES AU TITRE DES ARTICLES L 113-8 ET L 113-9 DU CODE DES ASSURANCES (CF. SUPRA, « DECLARATIONS D'ASSURANCE »), EN CAS D'ERREUR OU D'OMISSION DANS LES DECLARATIONS SERVANT DE BASE AU CALCUL DE LA PRIME, LE PRENEUR D'ASSURANCE DEVRA PAYER, OUTRE LE MONTANT DE LA PRIME, UNE INDEMNITE EGALE A 50% DE LA PRIME OMISE.

LORSQUE LES ERREURS OU OMISSIONS AURONT PAR LEUR NATURE, LEUR IMPORTANCE OU LEUR REPETITION, UN CARACTERE FRAUDULEUX, **NOUS** POURRONS EXIGER LA RESTITUTION DES INDEMNITES PAYEES ET CE, INDEPENDAMMENT DE L'OBLIGATION DE PAIEMENT DE L'INDEMNITE PREVUE CI-DESSUS.

C. Modification du risque

En cours de **période d'assurance**, toutes circonstances nouvelles rendant inexactes ou caduques les déclarations du risque faites préalablement à la souscription de la **police** doivent **nous** être notifiées par lettre recommandée dans un délai de **15 jours** à partir du moment où **vous** en avez connaissance.

EN CAS DE RETARD DANS LA DECLARATION, NON IMPUTABLE A UN CAS FORTUIT OU DE FORCE MAJEURE, **VOUS** VOUS EXPOSEZ A ETRE TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT DECHU DE **VOTRE** DROIT A GARANTIE SI CE MANQUEMENT **NOUS** A CAUSE PREJUDICE (ARTICLE L 113-2 DU CODE DES ASSURANCES).

SI LES CIRCONSTANCES NOUVELLES DECLAREES PAR L'**ASSURE** CONSTITUENT UNE AGGRAVATION DU RISQUE (ARTICLE L 113-4 DU CODE DES ASSURANCES), **NOUS** POURRONS :

- SOIT RESILIER DE PLEIN DROIT LA **POLICE**, MOYENNANT UN PREAVIS DE **10 JOURS**. DANS CETTE HYPOTHESE, **NOUS** PROCEDERONS AU REMBOURSEMENT DE LA PORTION DE PRIME AFFERENTE A LA **PERIODE D'ASSURANCE** PENDANT LAQUELLE LE RISQUE N'A PAS COURU ; OU

- SOIT PROPOSER UN NOUVEAU MONTANT DE PRIME. DANS CETTE HYPOTHESE ET A DEFAUT DE REPONSE DU PRENEUR D'ASSURANCE OU DE REFUS EXPRES DE CETTE PROPOSITION DANS LES **30 JOURS** SUIVANT SON EMISSION, **NOUS** POURRONS RESILIER DE PLEIN DROIT LA **POLICE**.

En cas de diminution du risque (Article L 113-4 du Code des Assurances), le preneur d'assurance a le droit de demander une diminution du montant de la prime. Si **nous** n'y consentons pas, le preneur d'assurance peut dénoncer la **police**. La résiliation prend alors effet **30 jours** après la dénonciation et **nous** procérons au remboursement de la portion de prime afférente à la **période d'assurance** pendant laquelle le risque n'aura pas couru.

II. Dispositions générales afférentes à la police

A. La prime

Vous êtes dans l'obligation de payer la prime d'assurance fixée aux Conditions Particulières, qui consiste en un montant global et forfaitaire, payable d'avance et révisable à chaque renouvellement.

La prime est notamment assise sur **vos activités professionnelles** et/ou **votre** chiffre d'affaires annuel, tels que visés aux Conditions Particulières. Le chiffre d'affaires correspond au montant hors taxes des sommes payées ou dues par **vos clients** en contrepartie d'opérations entrant dans les **activités professionnelles** garanties et dont la facturation a été effectuée au cours de la période considérée. Le chiffre d'affaire servant de référence au calcul de la première prime est celui déclaré au titre de l'exercice clos. Dans le cadre d'une création d'activité, l'assiette de la prime sera le chiffre d'affaires prévisionnel.

EN CAS DE NON-PAIEMENT D'UNE PRIME, D'UN COMPLEMENT OU D'UNE FRACTION DE PRIME DANS LES **10 JOURS DE SON ECHEANCE, **NOUS** POUVONS, SANS RENONCER A LA PRIME QUE **VOUS** DEVEZ ET DANS LES CONDITIONS PREVUES A L'ARTICLE L 113-3 DU CODE DES ASSURANCES :**

- SUSPENDRE LA GARANTIE A L'EXPIRATION D'UN DELAI DE **30 JOURS** APRES MISE EN DEMEURE ;
- RESILIER LA **POLICE** **10 JOURS** APRES L'EXPIRATION DU DELAI PRECITE DE **30 JOURS**.

SI NOUS ACCEPTONS LE FRACTIONNEMENT DE LA PRIME, LES FRACTIONS RESTANT DUES DEVIENNENT IMMEDIATEMENT EXIGIBLES EN CAS DE **SINISTRE**, DE SUSPENSION DE GARANTIE OU DE NON-PAIEMENT D'UNE FRACTION DE PRIME A ECHEANCE.

B. Application de la garantie dans le temps au titre de **votre** Responsabilité civile professionnelle, pour les **réclamations** à **votre** encontre

La garantie s'applique de plein droit aux conséquences pécuniaires des **réclamations** notifiées à **l'assureur** pendant la **période d'assurance**, hors périodes de suspension des garanties, ainsi que pendant une **période subséquente** de cinq ans suivant la date de résiliation ou d'expiration de la **police** ou en cas de suppression d'une garantie, **SAUF EN CAS DE RESILIATION DE LA POLICE POUR NON-PAIEMENT DE LA PRIME.**

La garantie déclenchée par la **réclamation** couvre l'**assuré** contre les conséquences pécuniaires des **sinistres**, dès lors que le **fait dommageable** est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première **réclamation** est adressée à l'**assuré** ou à **l'assureur** entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration du délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration, hors périodes de suspension des garanties, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des **sinistres**.

Toutefois, la garantie ne couvre les **sinistres** dont le **fait dommageable** a été connu de l'**assuré** postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'**assuré** a eu connaissance de ce **fait dommageable**, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le **fait dommageable**.

L'**assureur** ne couvre pas l'**assuré** contre les conséquences pécuniaires des **sinistres** s'il établit que l'**assuré** avait connaissance du **fait dommageable** à la date de souscription de la garantie.

Le plafond applicable à la garantie déclenchée durant la période subséquente est unique pour l'ensemble de ladite période et ne peut être inférieur au plafond de la garantie déclenchée pendant l'année précédent la date de sa résiliation ou de son expiration. Ce principe est également valable en cas de pluralité de bénéficiaires de la **police**.

Les modalités d'application de la garantie dans le temps figurent dans la notice d'information communiquée avant la conclusion de la **police**, conformément à la réglementation en vigueur. La notice décrit le fonctionnement dans le temps des garanties déclenchées par le **fait dommageable**, le fonctionnement dans le temps des garanties déclenchées par la **réclamation**, ainsi que les conséquences de la succession de contrats ayant des modes de déclenchement différents.

C. Prise d'effet, durée et renouvellement de la **police**

La **police** prend effet à la date fixée dans **vos Conditions Particulières**, sous réserve du paiement de la prime qui y est fixée et de la communication d'un exemplaire dûment paraphé et signé de **vos Conditions Particulières**, et de l'expiration du délai de renonciation, si la **police** est conclue à distance ou à la suite d'un démarchage, sauf demande expresse contraire du souscripteur.

Sauf disposition contraire dans **vos Conditions Particulières**, **LA POLICE EST CONCLUE POUR UNE DUREE DE 1 (UN) AN** à compter de la première échéance annuelle suivant la date d'effet fixée dans **vos Conditions Particulières**.

A l'issue de son échéance initiale, **LA POLICE EST RECONDUISTE TACITEMENT POUR UNE DUREE DE 1 (UN) AN**, sauf disposition contraire dans **vos Conditions Particulières** ou résiliation dans les formes et conditions prévues au Chapitre D. « Résiliation » ci-dessous.

Lorsque la **police** est conclue pour une durée ferme, elle cesse de produire ses effets **A MINUIT LE JOUR DE SON ARRIVEE A EXPIRATION**.

D. Résiliation

La **police** peut être résiliée :

- en cas de changement de domicile, de situation ou de régime matrimonial, de profession ou en cas de retraite professionnelle ou cessation d'activité si ce changement modifie le risque assuré (Article L.113-16 du Code des Assurances), par lettre recommandée ou envoi recommandé électronique, avec demande d'avis de réception, dans les 3 (trois) mois de la survenance de l'évènement ; la résiliation prend alors effet 1 (un) mois après notification ;
- chaque année, avant sa date anniversaire, moyennant un préavis minimum de 1 (un) mois ;
- en cas de diminution du risque si **nous** ne consentons pas une diminution de la prime en conséquence (Article L.113-4 du Code des Assurances) ; la résiliation prendra alors effet 30 (trente) jours après sa dénonciation par **vos** soins ;
- en cas de résiliation par **nous**, après **sinistre**, d'une autre police d'assurance que **vous** auriez souscrit auprès de **nous** ; **vous** pouvez dans ce cas résilier la présente **police**, dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la notification de la résiliation de cette autre police d'assurance ; la résiliation de la présente **police** prendra alors effet 1 (un) mois après notification (Article R.113-10 du Code des Assurances) ;
- en cas de transfert de portefeuille, dans le délai d'1 (un) mois suivant la date de publication au Journal Officiel de la décision d'approbation du transfert par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) (Article L. 324-1 du Code des Assurances) ;

- lorsque la **police** est reconduite tacitement, à tout moment à compter de la date de reconduction, si **nous** ne **vous** informons pas de la date limite d'exercice de **vos** droit de résiliation annuelle dans **votre** avis d'échéance annuelle de prime dans les conditions prévues à l'article L.113-15-1 du Code des Assurances, en **nous** adressant une lettre recommandée ou un envoi recommandé électronique à cet effet. La résiliation prend effet

Si **vous** avez souscrit la **police** en qualité de personne physique en dehors de **vos** activités professionnelles

le lendemain de la date figurant sur le cachet de la poste ou de la date d'expédition de l'envoi recommandé électronique ;

Par nous

- chaque année, à sa date anniversaire, moyennant un préavis de 2 (deux) mois ;
- en cas de non-paiement de prime(s), 10 (dix) jours après la suspension de la garantie intervenue 30 (trente) jours après mise en demeure de payer (Article L.113-3 du Code des Assurances) ;
- en cas d'aggravation du risque ; la résiliation prendra alors effet 10 (dix) jours après notification (Article L.113-4 du Code des Assurances) ;
- en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque lors de la souscription ou en cours d'exécution de la **police** ; la résiliation prendra alors effet 1 (un) mois après notification (Article L.113-9 du Code des Assurances) ;
- après **sinistre** ; la résiliation prendra alors effet 1 (un) mois après notification (Article R.113-10 du Code des Assurances) ;

Par l'acquéreur ou par **nous**

- en cas de transfert de propriété de la chose assurée, dans les 3 (trois) mois suivant le jour où l'acquéreur a sollicité le transfert de la **police** à son nom (Article L.121-10 du Code des Assurances) ;

Par l'héritier ou par **nous**

- en cas de décès, dans les 3 (trois) mois suivant le jour où l'héritier a sollicité le transfert de la **police** à son nom (Article L.121-10 du Code des Assurances) ;

Par l'administrateur ou le liquidateur judiciaire

- en cas de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire (Articles L. 622-13, L. 631-14 et L. 641-11-1 du Code de Commerce) ;

De plein droit

- en cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (Article L.121-9 du Code des Assurances) ;
- en cas de réquisition des biens assurés, dans les conditions prévues par la législation en vigueur (Articles L.160-6 à L.160-9 du Code des Assurances).

Remboursement de la prime

Dans tous les cas de résiliation, **nous vous** remboursons la portion de prime afférente à la **période d'assurance** non courue est remboursée, sauf en cas de résiliation après **sinistre** ou pour non-paiement de prime(s), ou si **nous** avons pris en charge au moins un **sinistre**.

Formalisme

Sauf disposition contraire, **vous** devrez **nous** notifier cette résiliation par lettre recommandée ou par déclaration directement contre récépissé ou par acte extrajudiciaire à l'adresse suivante : Hiscox France, 38 avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou à votre mandataire ou par envoi recommandé électronique à l'adresse suivante hiscox.asspro@hiscox.fr.

Nous vous notifierons cette résiliation par lettre recommandée à **votre** adresse telle qu'indiquée aux **Conditions Particulières**.

E. Pluralité d'assurances

En cas de **sinistre** indemnisable par plusieurs polices d'assurance souscrites auprès de l'**assureur** et/ou de toute autre société d'assurance du groupe Hiscox, le montant total de l'indemnité d'assurance qui sera versée au titre de l'ensemble de ces polices ne pourra en aucun cas excéder le plafond d'indemnisation de la police prévoyant le plafond d'indemnisation le plus élevé.

F. Cession à des tiers

La **police** et les droits et obligations qui la composent ne peuvent en aucun cas être cédés ou transmis, de quelque manière que ce soit, sans **notre** autorisation écrite préalable.

G. Loi applicable, tribunaux compétents

Le présent contrat est régi par le droit français.

Tout litige y afférent, en ce compris tout litige afférent à sa validité ou à son interprétation, relèvera de la compétence exclusive des tribunaux français territorialement compétents.

H. Prescription

Conformément aux dispositions de l'article R.112-1 du Code des Assurances, les dispositions du Code des Assurances et du Code Civil concernant la prescription sont reproduites ci-après.

Article L.114-1 du Code des Assurances

Toutes les actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

Article L.114-2 du Code des Assurances

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L.114-3 du Code des Assurances

Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription visées à l'article L.114-2 du Code des Assurances sont énoncées aux articles 2240 à 2246 du Code Civil reproduits ci-après :

Article 2240 du Code Civil

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241 du Code Civil

La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion.

Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242 du Code Civil

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Article 2243 du Code Civil

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périr l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Article 2244 du Code Civil

Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

Article 2245 du Code Civil

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Article 2246 du Code Civil

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

Pour prendre connaissance de toute mise à jour éventuelle des dispositions précitées, **nous vous** invitons à consulter le site officiel www.legifrance.gouv.fr.

I. Satisfaction du client

Si **vous** estimez, à tout moment, que **nos** services ne sont pas à la hauteur de **vos** attentes, **vous** pouvez, sans préjudice de **votre** droit de saisir les juridictions compétentes, contacter **notre** Service Clients, en précisant le numéro de **votre police** figurant sur **vos Conditions Particulières** :

Par courrier : Hiscox France, Service Clients, 38 avenue de l'Opéra, Paris 75002

Par téléphone : + 33 (0)1 53 21 82 82

Par fax : + 33 (0)1 53 20 07 20

Par email : hiscox.reclamation@hiscox.fr

Nous dirigerons **votre** réclamation vers le service concerné. Le service concerné pourra traiter la réclamation en coordination avec d'autres services le cas échéant.

Nous accuserons réception de **votre** réclamation au plus tard dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables. Si **nous** le pouvons, **nous** répondrons à **votre** réclamation dans ce même délai. A défaut, **nous** mettrons tout en œuvre pour **vous** apporter une réponse dans un délai de 4 (quatre) semaines. Si pour une raison quelconque, **nous** ne pouvions pas **vous** répondre dans ce délai de 4 (quatre) semaines, **nous vous** contacterons pour **vous** en donner les raisons et **vous** indiquer le délai prévisionnel dans lequel **nous** pensons être en mesure de **vous** apporter une réponse. Dans tous les cas, **nous nous** engageons à ce qu'une décision soit prise et qu'une réponse **vous** soit apportée dans un délai maximum de 2 (deux) mois suivant la date de réception de **votre** réclamation.

Dépassé ce délai de 2 (deux) mois, ou si **vous** n'êtes pas satisfait de la réponse que **nous vous** avons apportée, **vous** pouvez, sans préjudice des autres voies d'actions légales, **vous** adresser :

- au Médiateur de l'Assurance, Médiation de l'Assurance, TSA 50110, 75441 Paris Cedex 09 (www.mediation-assurance.org)
- ou au Médiateur de l'Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurances (ACA), 12 rue Erasme, L-1468 Luxembourg (www.aca.lu).

Les réclamations afférentes à des contrats souscrits par des particuliers via internet peuvent être présentées à la plateforme européenne de Règlement en Ligne des Litiges, accessible à l'adresse suivante : <https://webgate.ec.europa.eu/odr>.

Vous pouvez également obtenir des informations auprès de **notre** organisme de contrôle en France :

Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)

Direction du Contrôle des Pratiques Commerciales

4 Place de Budapest

CS 92459

75436 Paris Cedex 09

Tel : +(33) 01 49 95 40 00

J. Protection des données à caractère personnel

Nous traitons **vos** données à caractère personnel que **nous** avons collectées conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et au Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 dit règlement général sur la protection des données.

Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité des données personnelles ainsi collectées, par email à l'adresse suivante : dataprotectionofficer@hiscox.com ou courrier adressé au service « RGPD » de Hiscox SA – Immeuble Le Millenium, 12 quai des Queyries, CS 41177, 33072 Bordeaux Cedex.

La Fiche de Protection des Données que **nous vous** avons remise contient toutes les précisions relatives à vos données personnelles. **Vous** pouvez retrouver toutes les informations sur le site web Hiscox ou contacter **notre** délégué à la protection des données par email à l'adresse suivante : dataprotectionofficer@hiscox.com ou par courrier adressé au service « RGPD » de Hiscox SA – Immeuble Le Millenium, 12 quai des Queyries, CS 41177, 33072 Bordeaux Cedex.

K. Vente à distance et démarchage

Les dispositions qui suivent vous concernent uniquement si vous avez conclu le présent contrat en qualité de personne physique à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de votre activité commerciale ou professionnelle, par voie de démarchage ou de vente à distance.

Vente à distance

La vente de votre **police** par téléphone, courrier ou internet est régie par les articles L. 112-2-1 et R. 112-4 du Code des Assurances.

Conformément à ces dispositions, **vous** êtes informé :

- de l'existence de fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages visé aux articles L.421-16 et L. 421-16 du Code des Assurances ;
- de l'existence du fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions visé à l'article L.422-1 du Code des Assurances ;
- que **vous** disposez d'un droit de renonciation, sans avoir à justifier de motif ni à supporter de pénalités, dans un délai de 14 (quatorze) jours calendaires révolus à compter de la conclusion de la **police** ou de la réception par **vous** des informations et conditions contractuelles si cette dernière date est postérieure.

L'exercice du droit de renonciation emporte résolution de plein droit de la **police**.

Pour faciliter l'exercice de **votre** droit de renonciation, **vous** pouvez utiliser le modèle de lettre de renonciation ci-dessous, dûment complété par vos soins, à envoyer datée et signée à l'adresse figurant sur les **Conditions Particulières** ou **votre** dernier avis d'échéance :

« Je soussigné [nom, prénom] demeurant [adresse du souscripteur] renonce à la police d'assurance n° [numéro de contrat figurant sur les Conditions Particulières] souscrite auprès d'Hiscox conformément à l'article L. 112-2-1 du Code des Assurances.

[Date] [Signature du souscripteur] ».

Conformément à l'article L. 222-15 du Code de la consommation, en cas d'exercice de votre droit de renonciation, **vous** serez entièrement remboursé(e) dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente (30) jours de toutes les sommes que **nous** aurons perçues en application de la **police**, à l'exception d'un prorata du montant de la prime. Ce délai de trente (30) jours commence à courir le jour où **nous** recevons notification de **votre** volonté de renoncer au présent Contrat. **Vous** devrez **nous** restituer dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente (30) jours à compter du jour où **vous nous** communiquez **votre** volonté de renoncer à la **police**, toute somme et tout bien que **vous** avez reçus de **nous**.

La **police** ne peut recevoir de commencement d'exécution par **vous** ou par **nous** avant l'arrivée du terme du délai de renonciation sans **votre** accord. Lorsque **vous** exercez votre droit de renonciation, **vous** ne serez tenu qu'au paiement proportionnel du service que **nous** vous aurons effectivement fourni, à l'exclusion de toute pénalité.

Nous ne pourrons exiger de votre part le paiement du service effectivement fourni que si **nous** pouvons prouver que **vous** avez été informé du montant dû. Toutefois, **nous** ne pouvons pas exiger ce paiement si **nous** avons commencé à exécuter la **police** avant l'expiration du délai de renonciation sans demande préalable de **votre** part.

Ce droit de renonciation ne s'applique pas :

- si la **police** a été intégralement exécutée par **vous** et par **nous** à votre demande expresse avant que **vous** n'exerciez notre droit de renonciation,
- aux polices d'assurance voyage ou bagage ou aux polices similaires à court terme d'une durée inférieure à 1 (un) mois,
- aux polices d'assurance de responsabilité civile des véhicules terrestres à moteur.

Démarchage

Vous disposez de la faculté de renoncer au contrat lorsqu'il a été conclu à la suite d'une opération de démarchage en application de l'article L. 112-9 du Code des Assurances reproduit ci-après :

« I. – Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception pendant le délai de 14 (quatorze) jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités ».

L'exercice du droit de renonciation entraîne la résiliation de la police à compter de la date de réception de la lettre recommandée mentionnée ci-dessus. Dès lors que **vous** avez connaissance d'un **sinistre** mettant en jeu la garantie de la police, **vous** ne pouvez plus exercer ce droit de renonciation.

En cas de renonciation, **vous** pouvez être tenu qu'au paiement de la partie de prime ou de cotisation correspondant à la période pendant laquelle le risque a couru, cette période étant calculée jusqu'à la date de la résiliation. **Nous** sommes tenus de **vous** rembourser le solde au plus tard dans les trente jours suivant la date de résiliation. Au-delà de ce délai, les sommes non versées produisent de plein droit intérêt au taux légal.

Toutefois, l'intégralité de la prime **nous** reste due si **vous** exercez votre droit de renonciation alors qu'un **sinistre** mettant en jeu la garantie du contrat et dont **vous** n'avez pas eu connaissance est intervenu pendant le délai de renonciation.

Afin de renoncer à la police, il convient de **nous** transmettre, à l'adresse figurant sur les **Conditions Particulières** ou votre dernier avis d'échéance, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception suivant modèle ci-après :

Pour faciliter l'exercice de **vos** droit de renonciation, **vous** pouvez utiliser le modèle de lettre de renonciation ci-dessous, dûment complété par vos soins, à envoyer datée et signée à l'adresse figurant sur les **Conditions Particulières** ou **votre** dernier avis d'échéance, par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception :

*« Je soussigné [nom, prénom] demeurant [adresse du souscripteur] renonce à la police d'assurance n° [numéro de contrat figurant sur les Conditions Particulières] souscrite auprès d'Hiscox conformément à l'article L. 112-9 du Code des Assurances.
[Date] [Signature du souscripteur] ».*